

RÉSILIENCE EN PRATIQUE

Analyse des risques et des vulnérabilités (VRA)

Etude de cas dans le Barh-El-Gazel au Tchad

Septembre 2017



OXFAM

i	TABLE DES ILLUSTRATIONS	3		
	LISTE DES ACRONYMES	3		
o	INTRODUCTION	4	4	ANALYSE PARTICIPATIVE PENDANT L'ATELIER
1	CONTEXTE DU TCHAD ET DU PROJET TRUST FUND	5		14
	a Contexte du Tchad et de la zone ciblée par le projet Trust Fund	5		a L'analyse des risques et vulnérabilités
	b Le projet Trust Fund et l'objectif 3 lié au renforcement de la gouvernance	6		b Les chaînes d'impacts
2	MÉTHODOLOGIE DE LA VRA	7		c Le chemin vers la résilience: Analyse des différents processus de changement social
	a Les objectifs, concepts et principes clés	7		d Alignement des résultats et des possibilités
	b Les phases clés de la VRA	8		20
	c Les facteurs clés de la réussite et les liens avec la résilience	10	5	BILAN ET PERSPECTIVES/SUIVI PROGRAMMATIQUE APRÈS L'ATELIER
3	PHASE DE PRÉPARATION AVANT L'ATELIER	11		22
	a Le choix de la zone d'étude	11		a Partage et valorisation des résultats
	b Le choix du groupe de connaissances	12		b Témoignages
	c Organisation de l'atelier: Facilitation, logistique, calendrier	13		c Recommandations spécifiques au Tchad
				d Leçons générales à considérer dans la conduite des VRA
			6	27
				29

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableaux:

Tableau 1: Cadre d'intervention du projet Trust Fund	7
Tableau 2: Découpage administratif du BEG	13
Tableau 3: Liste du groupe de réflexion	14
Tableau 4: Liste initiale des risques & problèmes	14
Tableau 5: Liste initiale des groupes sociaux & moyens d'existence	15
Tableau 6: Liste définitive des risques & problèmes	16
Tableau 7: Liste définitive des groupes sociaux & moyens d'existence	17
Tableau 8: Détails des mesures proposées en fonction des 6 processus de changement social du cadre de développement résilience d'OXFAM	24

Figures:

Figure 1: Carte administrative du Tchad	5
Figure 2: Carte climatique du Tchad	6
Figure 3: Zone du Trust Fund	6
Figure 4: Ce qu'est/n'est pas la VRA	8
Figure 5: Glossaire des termes utilisés dans la VRA	9
Figure 6: Les 4 étapes de la VRA	9
Figure 7: Diagramme climatique de la zone de Moussoro	13
Figure 8: Ordre du jour 1	16
Figure 9: Echelle de notation	18
Figure 10: Matrice de vulnérabilité	19
Figure 11: Chaîne d'impacts pour la sécheresse	19
Figure 12: Chaîne d'impacts pour la migration des jeunes	20
Figure 13: Chaîne d'impacts pour la malnutrition	20
Figure 14: Chaîne d'impacts pour l'ensablement des Ouadis	21
Figure 15: Chaîne d'impacts pour la faible scolarisation des filles	21
Figure 16: Les processus de changement social	22
Figure 17: Processus de changement sociaux par ACCRA vs par le cadre Oxfam de développement résilient	23
Figure 18: Résultats de l'évaluation de l'atelier	28
Figure 19: Tableau récapitulatif de l'évaluation de l'atelier d'analyse	28

LISTE DES ACRONYMES

ACCRA	African Climate Change Resilience Alliance (Alliance pour la résilience et le changement climatique en Afrique)
BEG	Barh-EI-Gazel
CAL	Comité d'Action Locale
CDA	Comité Départemental d'Action
CDV	Chaîne de Valeur
CFA	Cash for Assets
CFW	Cash for Work
CRA	Comité Régional d'Action
CVCA	Climate Vulnerability and Capacity Analysis (Analyse des capacités et des vulnérabilités climatiques)
EUTF	European Union Trust Fund (Fond Fiduciaire de l'Union Européenne)
HEA	Household Economic Assessment (Analyse économiques des ménages)
HULOCA	Humanitarian Local Capacity Assessment (Analyse des capacités locales humanitaires)
OSC	Organisation de la société civile
PCVA	Participatory Capacity and Vulnerability Assessment (Analyse participative des vulnérabilités et capacités)
PDL	Plan de Développement Local
SDL	Structures de Développement Local (SDL)
VRA	Vulnerability and Risks Assessment (Analyse des Risques et Vulnérabilités - ARV)
VSLA	Village savings and loans association / Association villageoise d'épargne et de crédit
GES	Gaz à effet de serre

INTRODUCTION

Avant toute mise en place de projet, il est d'une importance capitale de bien analyser le contexte de la région, du pays, de la zone d'implémentation, pour adapter le plus possible le type d'intervention afin d'en améliorer l'efficacité et les impacts positifs directs ou indirects, à court, moyen et long terme que cela génère. Autrement dit, il s'agit d'analyser de manière très fine les dynamiques socio-économiques, historiques et environnementales d'une zone afin d'agir spécifiquement pour accroître la **résilience**, c'est-à-dire améliorer les capacités des hommes, des femmes et des organisations à faire face et rebondir face aux aléas, aux chocs ou encore aux crises.

Il existe aujourd'hui plusieurs types d'analyses de contexte, plus ou moins quantitatives, suivant les circonstances et la situation de la zone. Au Sahel par exemple, ces analyses correspondent essentiellement au Cadre harmonisé et intègrent entre autres les HEA (Household economic assessment) et les études du PAM, basés sur des enquêtes ciblées au niveau des ménages et sur une analyse externe de la situation par des experts et organismes internationaux. Ces analyses permettent notamment de donner des estimations chiffrées assez précises sur les zones à risques et les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle mais ne prennent pas en compte les aspects socio-politiques et les préoccupations des acteurs locaux sur les vulnérabilités propres d'une zone. La méthodologie d'Analyse des Risques et Vulnérabilités (VRA) couvre ce manque grâce à une **analyse systémique, pluridisciplinaire, intégrant plusieurs niveaux politiques et de risques, et une forte approche genre**.

Au-delà de ces caractéristiques, la VRA permet de compléter, voire parfois d'approfondir des analyses unilatérales et partielles élaborées exclusivement par des experts ou par des personnes de pouvoir («usual suspects»), et défier l'angle de vision pour incorporer les opinions, les «pixels» de tous. En effet, une analyse de contexte dissymétrique ou exclusive ne pourrait prétendre comprendre et résoudre les nombreuses contraintes ou défis d'une société. C'est la raison pour laquelle des analyses de contexte participatives, inclusives et locales sont faites de plus en plus par les ONG humanitaires/de développement. C'est le cas par exemple des PCVA ou CVCA, qui sont des outils complémentaires. Afin de compléter encore les analyses, une nouvelle méthodologie est venue renforcer les aspects multiniveaux, la dimension genre et pouvoir, ainsi que le droit à la différenciation en termes de vulnérabilité et d'exposition aux risques, il s'agit de l'**Analyse des Risques et Vulnérabilités (VRA)**.

L'aspect participatif, démocratique et inclusif de ce type d'analyse de contexte, complémentaire aux autres types d'analyses, plus localisées et/ou quantitatives, permet non seulement de déterminer de manière collective et inclusive les facteurs de risques et vulnérabilités, essentiellement sur la base des préoccupations des acteurs locaux, mais surtout de pouvoir mettre en place un **réel processus dynamique de changement social**, porté par les acteurs locaux eux-mêmes, y compris dans les pays à risques de vulnérabilités. Par ailleurs, en intégrant des responsables politiques et leaders régionaux (traditionnels, politiques, économiques, religieux) dans ces analyses, cela permet à la fois de définir une base solide d'appropriation des stratégies identifiées et validées dans le plan d'action issu de ces analyses, mais aussi d'amorcer une approche d'intervention intégrant le genre et le plaidoyer au niveau régional et national.



Photo: Travail de groupe (Philippe Massebiau)

1 CONTEXTE DU TCHAD ET DU PROJET TRUST FUND

a. Contexte du Tchad et de la zone ciblée par le projet Trust Fund

Le Tchad est un pays de presque 1,3 millions km² et 14,4 millions d'habitants au climat aride, les ¾ de son territoire étant considérés comme des zones semi-désertiques voire désertiques. La population est majoritairement agricole (représentant 2/3 de la population active et 50% du PIB national), a une espérance de vie moyenne de 52 ans et sa densité y est faible (10 habitants/km²), particulièrement dans la partie Nord, désertique. Le pays est parmi les moins bien classés au niveau de l'IDH (184e) et son PIB (9,6 Milliards USD) a particulièrement chuté ces dernières années à cause notamment de la chute des prix du pétrole (croissance de -7% en 2016).

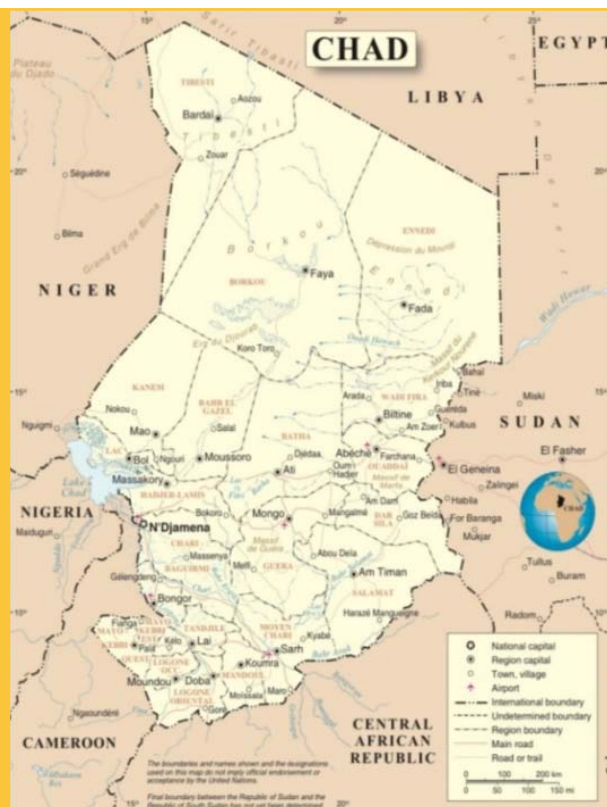


Figure 1: Carte administrative du Tchad

1. Telles que la Convention des Nations Unies sur l'Élimination de toutes formes de Discriminations à l'Égard de la Femme (CEDEF/CEDAW) de 1985, la Convention relative aux Droits de l'Enfant de 1990 ou encore la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981.

Compte tenu de leurs grandes vulnérabilités, le **projet Trust Fund cible trois régions de l'Ouest du Tchad** répondant à des caractéristiques similaires: des zones fortement touchées par la variabilité du climat, sujettes à une forte insécurité alimentaire, éloignées du pouvoir central, touchées par des conflits récurrents et qui enregistrent des mouvements migratoires importants.

Insécurité alimentaire et nutritionnelle: Les localités ciblées sont situées dans des zones de moyens d'existence agro-pastoraux, marquées par une pratique importante de l'agriculture pluviale (sorgho, niébé) et de l'élevage transhumant. Malgré un potentiel d'exploitation, ces zones enregistrent des déficits de production récurrents, même au cours des années considérées normales.

Elles sont caractérisées par une grande proportion de population vulnérable (environ 60% de ménages Pauvres et de Très Pauvres selon la classification socioéconomique HEA), par des **niveaux élevés d'insécurité alimentaire** et des taux de malnutrition très élevés. Situées sur les **couloirs de transhumance** transfrontaliers, elles sont confrontées à des **conflits** récurrents liés aux ressources naturelles rares (en particulier l'eau). Ces zones sont touchées par d'importants **mouvements migratoires** (essentiellement des jeunes en situation de désœuvrement, réduisant ainsi la force de travail au sein des ménages, ainsi que les ressources familiales disponibles), aussi bien saisonniers que de long terme.

Insécurité: La région du Lac est spécifique à plusieurs égards : affectée par la montée en puissance au Nigéria de l'insurrection de Boko Haram depuis 2013-2014, la situation humanitaire de la zone du Lac s'est considérablement détériorée avec l'arrivée massive de déplacés (90 000, source OIM) entraînant des perturbations économiques importantes (inflation, dysfonctionnement des marchés) accrues par les fermetures de frontières et les restrictions de mouvements. Cette crise du Lac touche également les régions avoisinantes, dont celles du Kanem et du Bahr el Gazal. Par ailleurs, la crise libyenne menace également la sécurité et entraîne des mouvements de population dans ces régions, ce qui, couplé à une pression démographique forte, menace la stabilité sociale dans la zone.

Conditions climatiques défavorables et migrations: En plus d'une crise sécuritaire, les populations des trois régions sont de plus en plus confrontées à des aléas climatiques divers (tels que des inondations et des vents de sable), qui affectent considérablement les moyens d'existence des ménages (agriculture, pêche et élevage). Au cours de la campagne agricole 2015-2016, le déficit céréalier tchadien a accusé une baisse de 11% par rapport à l'année précédente et d'environ 9% comparée à la moyenne des cinq dernières années.²

2. Source: Cadre harmonisé de Mars 2016



Figure 2: Carte climatique du Tchad

Faiblesse de la gouvernance locale: la gouvernance locale est limitée par la lenteur dans la mise en œuvre de la décentralisation, l'inefficacité des PDL et la faible participation des jeunes et des femmes et autres groupes marginalisés aux processus décisionnels concernant leurs propres moyens d'existence et le règlement des conflits. Cette situation ne permet pas d'assurer des programmes d'amélioration de la résilience des populations chroniquement affectées. De plus, l'absence de mécanismes de protection sociale expose les jeunes et les femmes à des risques importants qui augmentent leur vulnérabilité.

Le Département du Kanem et le Département de Wadi Bissam disposent par exemple d'un potentiel productif composé d'espaces multifonctionnels, de cultures irriguées autour des bras du lac Tchad, dans le Fitri et dans les ouadis du Kanem, d'un important commerce du bétail vers le Nigeria, d'unités laitières et de la filière gomme arabique, la production du cuir et autres sous-produits animaux. Néanmoins, ces secteurs productifs sont de plus en plus délaissés en raison des incertitudes liées aux facteurs climatiques; de la faiblesse des investissements; et de l'insuffisance des politiques d'encadrement et de valorisation des compétences et des capacités locales.

b. Le projet Trust Fund et l'objectif 3 lié au renforcement de la gouvernance

Le projet Trust Fund est financé par l'Union Européenne pour une durée de **quatre ans** au Tchad. Le projet vise à maintenir la stabilité sociale et économique dans la bande sahélienne et dans la zone du Lac Tchad en renforçant le **développement local durable et en accroissant les opportunités économiques**.

L'intervention est mise en place dans le cadre d'un consortium composé d'**Oxfam, ACF** (Action Contre la Faim) et CARE International et porté par Oxfam, en collaboration avec les partenaires locaux **Chora, ARDEK et AIDER**.

Le projet a été élaboré en étroite collaboration avec ces trois ONG, en consultation avec l'Union Européenne, et en comptant sur une implication forte des autorités locales et des communautés ciblées (ateliers avec les autorités, échanges avec les groupements de jeunes³ / femmes).

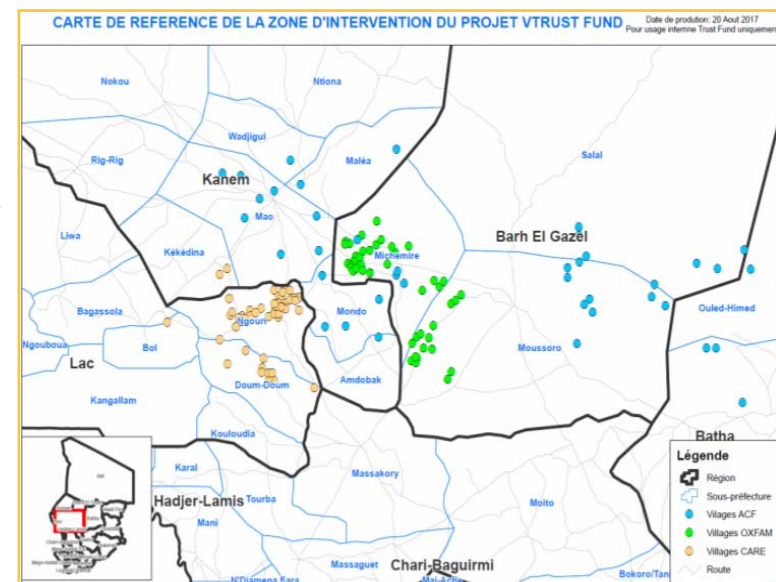


Figure 3: Zone du Trust Fund

L'action proposée cible les régions du **Bahr el Gazel (Oxfam), du Kanem (ACF) et du Lac (CARE)**, trois zones fortement affectées par le changement climatique, qui perturbe les cycles de récoltes et détériore la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Le projet repose sur l'hypothèse que la redynamisation du secteur de l'économie locale dans les régions ciblées couplée à des investissements dans les secteurs de la sécurité alimentaire/nutritionnelle et de la gouvernance locale, peuvent offrir de nouvelles opportunités économiques et des rôles positifs aux ménages vulnérables. L'expérience des trois ONG au Tchad permet de proposer une approche efficace ayant pour but de sortir durablement les populations vulnérables du "cercle vicieux" de la pauvreté.

3. Le terme « jeunes » est ici basé sur la perception des populations de la zone d'étude. Lors de la mission de terrain (16-25 juin 2016) de collecte d'informations, les jeunes désignaient les personnes de la tranche d'âge allant de 16 à 40 ans.

Au Tchad, Oxfam travaille depuis quelques années sur la base du cadre Oxfam de développement résilient mais cette approche s'est réellement développée grâce à ce projet Trust Fund, faisant un focus sur l'identification et le développement des moyens de vie résilients, et ce dès la conception du projet. Le cadre d'intervention du consortium, également aligné sur les objectifs de l'Alliance AGIR et de l'approche de l'UE en matière de résilience, est basé sur une approche structurelle visant à:

- 1. Améliorer l'accès équitable des **jeunes**, des **femmes** et des personnes à risque de vulnérabilité migratoire aux **opportunités économiques**,
- 2. Améliorer la **sécurité nutritionnelle** des communautés vulnérables,
- 3. Renforcer la **gouvernance** des structures locales de développement et la cohésion sociale des communautés.

Le but de cette analyse de contexte grâce à la méthodologie VRA, et de ceux qui suivront dans le cadre du projet, est de bien comprendre les vulnérabilités et dynamiques socio-économiques de la zone ainsi que d'informer et d'influer, de manière spécifique, les Plans de Développement Locaux (PDL) prévus dans **l'objectif 3 du projet: «Renforcer la gouvernance des structures locales de développement et la cohésion sociale des communautés»**. L'idée de ce travail est de modifier/construire des PDL qui intègrent au maximum les principes d'intervention résiliente d'Oxfam, notamment en matière d'inclusivité, de représentativité, de participation ainsi qu'en termes d'approche basée sur les droits, la justice de genre et le développement de long terme, incluant le renforcement des capacités de résilience des acteurs locaux.

Résultats estimés du projet Trust Fund	<ul style="list-style-type: none">- Les femmes et jeunes ont un meilleur accès aux opportunités d'emplois et diversifient leur source de revenus, via l'appui aux filières agro-Sylvio-pastorales créatrices d'emploi et à l'auto-emploi.- La sécurité alimentaire des ménages est améliorée via le renforcement de leurs moyens d'existence agro-pastoraux ou l'accès à la protection sociale.- L'environnement sanitaire des populations vulnérables est amélioré.- Les capacités des structures publiques de développement et des OSC au niveau local sont renforcées afin de mener des actions de développement socio-économiques durables.
Activités principales OS3.R1	<ul style="list-style-type: none">► Elaboration/révision des PDLs.► Renforcement de capacités des structures de développement locales.► Mécanisme de coordination et de suivi des PDLs.► Fonds fast-track d'investissement.► Formation/accompagnement des comités de prévention et gestion des conflits.► Table ronde sur l'accès aux ressources naturelles.

Tableau 1: Cadre d'intervention du projet Trust Fund

Le projet intègre et prévoit la participation active des acteurs locaux (autorités locales et les services techniques de l'Etat, les organisations socio-économiques et de la société civile et les communautés ciblées) pour élaborer, sur la base de diagnostics préalables, des PDL afin d'assurer la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique.

L'approche de résilience dans le cadre de l'objectif 3 vise à **renforcer, construire et déployer**, selon les cas, des capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation au sein des structures publiques de développement et des OSC au niveau local. L'objectif est de mener des actions de développement socio-économique durables et transformatrices. L'analyse des vulnérabilités et des risques suivant la méthodologie **VRA** permet de mettre en marche les **premiers pas pour un nouveau modèle de gouvernance qui amène vers un développement résilient**.



Photo: Femmes (Sandra Sotelo)

2 MÉTHODOLOGIE DE LA VRA

a. Les objectifs, concepts et principes clés

✓ VRA = EVR	X
CE QUE C'EST	CE QUE CE N'EST PAS
✓ ANALYSE DU CONTEXTE	X FORMATION
✓ ATELIER PARTICIPATIF	X ANALYSE D'EXPERTS
✓ INCLUSIF, REPRÉSENTATIF	X EXCLUSIF, ELITISTE
✓ QUALITATIF	X QUANTITATIF
✓ DÉMOCRATIQUE	X DÉCISION UNILATÉRALE
✓ PLURIDISCIPLINAIRE	X MONO-ANALYTIQUE
✓ ORIENTÉ RÉSULTATS	X SIMPLE ANALYSE DES BESOINS
✓ VISION D'ACTEURS DE LEUR PROPRE CHANGEMENT	X VISION DE BÉNÉFICIAIRES PASSIFS
✓ LONG TERME, RÉSILIENT, DURABLE	X APPROCHE COURT-TERME
✓ APPROCHE INNOVANTE	X MÉTHODE D'ANALYSE ANCIENNE CLASSIQUE
✓ VISION	X VISION

Figure 4: Ce qu'est/n'est pas la VRA

Ce travail consiste essentiellement en un **atelier de travail de 2 à 3 jours complets** réunissant entre **20 et 30 personnes** environ, représentant les acteurs locaux.

Ses principaux objectifs sont de:

- **Comprendre et analyser de manière collective** et pluridisciplinaire les causes profondes des principaux risques et vulnérabilités ainsi que les nombreux liens de causalité, dans une zone donnée;
- Réfléchir et proposer des **pistes d'action réalistes et pertinentes** pour essayer de résoudre certains problèmes, à différents niveaux de la chaîne d'impacts;
- Créer une **dynamique locale** d'acteurs de divers horizons prêts à s'engager pour leur propre changement et développement.

Les **principes clés** de cette VRA sont les suivants:

- **Participatif:** Travail collectif, à plusieurs niveaux sur des thématiques communes
- **Inclusif, représentatif:** Présence de toute la diversité et de l'ensemble des acteurs présents dans la zone en question, en faisant bien attention au fait que les populations/communautés les plus vulnérables soient suffisamment représentées quantitativement et qualitativement : autorités publiques, ONG locales et internationales, institutions de recherche, groupements socio-économiques, coopératives, comités techniques, etc.
- **Transparent:** Il ne doit pas y avoir de tabou et de discussions ou informations cachées. Tout le monde doit être au courant de tout.
- **Pluridisciplinaire:** L'analyse de contexte se fait de manière transversale et systémique en prenant en compte autant les aspects socio-économiques que politique, écologique, culturel/religieux, etc.
- **Qualitatif / Subjectif:** Cette analyse de contexte est faite uniquement à partir des discussions et réflexions des membres du groupe de réflexion et se base essentiellement sur leurs connaissances, compétences et de la manière dont ils sont affectés. Cette analyse ne fait pas appel à des études, chiffres ou analyses venant de sources externes. En ce sens, l'analyse dépend fortement de la qualité et des sensibilités propres à chaque personne au sein de ce groupe de travail ainsi que de la manière dont ces sensibilités et personnes interagissent.
- **Démocratique:** Durant tout le processus d'analyse (y compris avant et après l'atelier de travail), les organisateurs et facilitateurs veillent à ce que les voix de l'ensemble des participants soient égales et équitables, quel que soit le milieu d'origine ou la catégorie socio-économique à laquelle appartiennent les personnes.
- **Bottom-up:** Dans la mesure où, en temps normal, le temps et le poids de la parole des populations n'est ni égalitaire ni équitable et que ce sont souvent les personnes/acteurs de pouvoir (économique, financier, politique, etc.) qui accaparent les prises de décisions, il nous paraît important de laisser un espace d'écoute et d'expression particulièrement important aux personnes et représentants des communautés vulnérables (femmes, jeunes, castes défavorisées, sans terre, etc.). Cet espace de dialogue doit pouvoir être moteur lors de l'atelier et ainsi alimenter les réflexions et propositions, que ce soit dans les instances de gouvernance locale, comme dans la formulation et le suivi de projets/programmes de résilience.

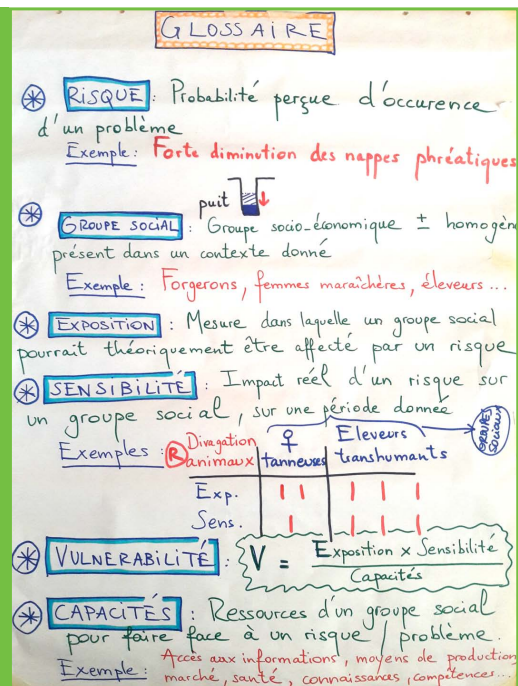


Figure 5: Glossaire des termes utilisés dans la VRA

b. Les phases clés de la VRA

Cette méthodologie d'analyse de contexte est divisée en 3 parties:

- **La Phase de Préparation** (pré-atelier) : consiste essentiellement à sélectionner une zone d'étude et constituer un groupe de réflexion (2 mois environ);
- **L'Atelier de Travail**: consiste à 2 à 3 jours d'échanges et de réflexions pour faire l'analyse proprement dite;
- **La Phase de Compilation** des résultats et de mise en mouvement (post-atelier) comprenant la rédaction et le partage du rapport final ainsi que les actions à mettre en place et suivre.

Préalablement, le staff en charge d'organiser, coordonner et faciliter cette analyse devra être formé à cette méthodologie VRA. Outre le guide pratique et méthodologique à disposition de chacun⁴, cette formation doit généralement être faite lors d'un atelier de 2 à 3 jours.

4. «Trouver ensemble les moyens de renforcer la résilience – méthode d'évaluation des risques et de la vulnérabilité», Daniel Morchain & Francis Kelsey, OXFAM, Janvier 2016.

LA PHASE DE PRÉPARATION

Cette phase de préparation de l'étude et de l'atelier de travail est extrêmement importante dans la mesure où le choix de la zone d'étude et des participants au groupe de réflexion, outre sa complexité, va avoir un impact direct sur la qualité et l'impact de l'analyse. Autrement dit, cette phase est une **étape fondamentale de la VRA** et c'est la raison pour laquelle c'est la **phase la plus longue (environ 2 mois)**.

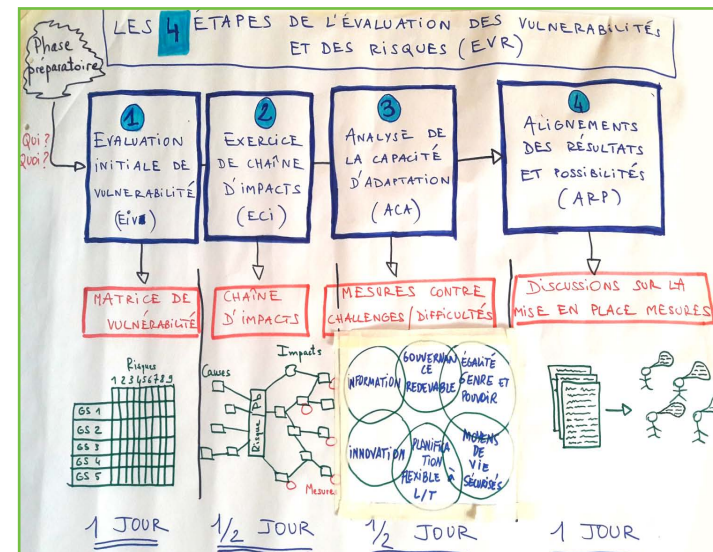


Figure 6: Les 4 étapes de la VRA

L'une des premières tâches à effectuer est l'**analyse des parties prenantes** ou cartographie des acteurs afin de comprendre les dynamiques socio-économiques et d'échanges (marchands, culturels, familiaux, affectifs, etc.) entre les acteurs locaux. En complément des analyses géographiques et économiques plus quantitatives, ceci va permettre alors de délimiter en quelque sorte une **Zone d'Étude**, prise comme référentiel dans le cadre de discussion de la VRA. Dans la mesure où le découpage administratif ne correspond pas forcément à des réalités socio-économiques, il est tout à fait possible de sélectionner une zone qui ne corresponde pas à une ou plusieurs entités administratives bien distinctes.

Une fois que la zone d'étude est définie, le second travail consiste à constituer le Groupe de Réflexion pour l'analyse. Il s'agit ainsi d'identifier et d'échanger avec les personnes cibles afin de leur expliquer les objectifs, l'utilité et le principe de la VRA. Parmi les critères de sélection du groupe de réflexion, on peut noter:

- **La représentativité des acteurs locaux** → Diversité de structures représentées (public, privé, coopératif, associatif, etc.) et de personnes (diversité d'âge, de sexe, d'origine, de catégorie socio-économique, etc.)
- **La présence suffisante de communautés et populations vulnérables**: il s'agit ici de s'assurer de manière tout à fait particulière à la présence active de personnes/groupes qui n'ont pas l'habitude d'être écoutés, représentés (femmes, jeunes, castes, etc.)
- **La dynamique de groupe**: Important de prendre en considération les relations déjà existantes et l'entente potentielle entre certains participants

- **Les leaders d'opinion:** Les personnes représentant un pouvoir économique, financier, religieux, politique et qui peuvent avoir, de ce fait, une influence majeure sur la tenue des discussions et surtout la mise en pratique des recommandations à la suite de l'atelier, sont essentielles. Cependant, il s'agit ici d'équilibrer le niveau de pouvoir/d'influence de la personne et sa réceptivité par rapport à la vision et l'approche d'Oxfam.

Quand ces personnes sont choisies, il faut s'assurer au préalable que l'ensemble des participants aient un **niveau de compréhension équivalent** sur les objectifs de cette VRA et leurs rôles respectifs. De plus, une première réunion du groupe de réflexion doit permettre d'élaborer **deux premières listes**: une correspondant aux 10 – 12 risques et problèmes principaux et une autre correspondant aux 10 – 12 groupes sociaux et moyens d'existence dans la zone.

En parallèle de la constitution du groupe de réflexion, la 3e tâche à faire en préparation de cet atelier correspond à son **organisation**. En effet, afin de mettre les participants dans les meilleures conditions pour réfléchir et échanger aisément, il est crucial de bien anticiper tous les éléments clés et d'échanger le plus possible avec les participants eux-mêmes sur leurs envies, besoins, propositions concrètes, afin de les rendre acteurs du processus, avant même la tenue de l'atelier. Ces éléments clés sont les suivants:

- Le **calendrier**: période de l'atelier à définir en fonction des saisons culturelles (travail dans les champs), du calendrier religieux (Ramadan, fêtes), civil (jours fériés), etc.
- La **durée**: prévoir des journées et des sessions adaptées au contexte local
- Le **lieu**: Choisir, dans la mesure du possible, un lieu neutre, apolitique, accessible, central, etc.
- Le **transport**: Prévoir des moyens de transport adaptés et à l'heure pour l'ensemble des participants
- L'**hébergement** (éventuel): A prévoir pour ceux qui viennent de loin, choisir un endroit proche du lieu de l'atelier
- **Langues et analphabétisme**: Etre sûr que tout le monde parle bien la même langue ou alors prévoir des dispositifs de traduction, adapter le mode de conduite de l'atelier en fonction du niveau d'éducation, de connaissances et d'alphabetisme des participants
- **Autres facteurs facilitant un cadre adéquat pour les analyses**: Nourriture, température (climatisation), luminosité, supports de communication (papier, PowerPoint), matériel (feutres, post-its, etc.), électricité, etc.

Encadré 1 - Liens «Humanitaire et Développement»:

Cette analyse de contexte participative peut être faite dans des contextes très différents, à la fois dans des zones très fragiles d'urgence humanitaire comme dans des zones moins sensibles et plus développées. Dans tous les cas, cette distinction entre humanitaire et développement n'a pas lieu d'être dans la VRA dans la mesure où l'ensemble des acteurs d'une zone sont présents et déterminent collectivement les actions (et responsabilités) à développer sur le court/moyen/long terme. Ainsi, quel que soit le contexte de la zone, chacun a un rôle très important à jouer pour renforcer la résilience.

ATELIER DE TRAVAIL

Une fois que la préparation est finalisée, l'atelier peut débuter. Après que les organisateurs et/ou facilitateurs ont bien expliqué les objectifs, les conditions/règles et l'approche de ce travail d'analyse lors d'une première session d'introduction et présentation, l'atelier est divisé en **4 grandes étapes**:

ÉTAPE 1: L'évaluation initiale de vulnérabilité (IVA):

Un premier travail de discussion (voire de votes) est fait pour s'accorder sur les 2 listes définitives (d'une dizaine chacun): risques/problèmes et groupes sociaux/moyens d'existence identifiés depuis la phase préparatoire. Cette liste peut être complétée par le groupe de réflexion selon les résultats des discussions. Une fois que ce travail est fait, le groupe de réflexion analyse l'exposition et la sensibilité de chaque groupe social/moyen d'existence par rapport aux risques et problèmes choisis. La combinaison de ces deux éléments permet alors d'obtenir une matrice de vulnérabilité.

ÉTAPE 2: L'exercice de chaîne d'impacts (ICE):

Cette étape vise à analyser les causes structurelles et les implications/conséquences (à court, moyen et long terme) des risques et problèmes, ainsi que les liens de causalité entre les risques eux-mêmes. Ces schémas sous la forme d'arbre à problèmes permettent alors de visualiser concrètement ce qui se cache derrière chaque problème identifié. Cette étape permet ensuite de proposer des mesures, à différents niveaux, qui peuvent être prises pour réduire la vulnérabilité des groupes sociaux et promouvoir leur résilience.

ÉTAPE 3: L'analyse de la capacité d'adaptation (ACA) ou du chemin vers la résilience:

Ce travail permet au groupe de réflexion d'explorer les mesures les plus importantes afin de pouvoir consolider/renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des acteurs locaux. Les mesures clés sont ainsi détaillées et déclinées par catégorie afin de définir pour chaque domaine les éléments nécessaires à la résolution du problème/risque posé et au développement résilient. Suivant le contexte et la familiarité de l'équipe avec les processus, cette étape d'analyse des capacités peut utiliser les 5 caractéristiques de capacité adaptative d'ACCRA⁵ ou les 6 processus de changement social⁶ du cadre de développement résilient d'Oxfam.

ÉTAPE 4: Le stade d'alignement des résultats et des possibilités (AFO):

Cette dernière étape permet au groupe de réflexion (ou aux membres du Groupe de réflexion en collaboration avec les leaders locaux) de confronter leurs idées et mesures établies dans l'étape 3 vis-à-vis des opportunités et possibilités de développement, notamment dans le cadre d'instances de gouvernance locale/communautaire ou de plans d'intervention d'organisations humanitaires/développement.

5. 1) Actifs, 2) flexible, prise de décision et gouvernance tournée vers l'avenir 3) institutions et droits, 4) connaissances et information, 5) innovation.
6. 1) Sécuriser et renforcer les moyens d'existence et actifs, 2) flexible et planning tourné vers l'avenir, 3) Gouvernance responsable et redevable, 4) Informer, 5) Apprendre, 6) Justice de genre et autonomisation

COMPILATION, VALORISATION DES RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS

Cette troisième et dernière phase du processus de VRA correspond principalement à l'intégration, la mise en forme et la compilation de l'ensemble du travail qui a été fait, du premier jour de préparation de l'atelier jusqu'à la fin de l'atelier, voire plus s'il y a des commentaires, retours, suggestions importantes des participants ou alors des éléments extérieurs qui viendraient modifier sensiblement le panorama.

De cette manière, il convient ainsi aux organisateurs de rédiger un document final détaillé, incluant l'ensemble des éléments de l'analyse avec:

- Une **retranscription** fidèle et complète de la phase de préparation ainsi que de l'atelier
- Des **recommandations** pratiques aux modalités spécifiques
 - A destination des instances de gouvernance locale, des bailleurs et d'autres organisations humanitaires/développement,
 - Dissociant les actions de court, moyen et long terme,
 - Impliquant un certain nombre d'acteurs selon les mesures.
- Une partie d'**analyse autocritique** sur la manière dont Oxfam (et son/ses partenaire(s)) a(ont) préparé, organisé, animé, orienté les séances et sur le contenu général des échanges.

Outre ce rapport, il est important de valoriser au maximum le travail qui aura été fait auprès des personnes et organismes intéressés. Ainsi suivant les cas et ce qui ressort aussi des recommandations de l'atelier, on pourrait communiquer ce travail (résultats et approche) auprès des interlocuteurs suivants:

- Les **bailleurs de fonds** afin de montrer la qualité de notre travail et d'améliorer notre redevabilité.
- Les **autorités locales** pour influencer les politiques de développement.
- Les **autres ONG et organisations** internationales pour modifier leurs pratiques, qui ont aussi un impact dans la zone.
- **Oxfam**: apprentissage interne et amélioration de la qualité et de la pertinence de nos interventions.

Cela pourrait alors se faire sous la forme de différents supports: policy briefs, communiqués, rapport synthétique, webinaire, conférence, etc.

c. Les facteurs clés de la réussite et les liens avec la résilience

Les facteurs les plus importants pour faire une bonne VRA sont sans aucun doute la préparation et la **facilitation des échanges** entre les membres du groupe de réflexion. Parmi ces critères, le choix des participants et la **relation** que l'on noue avec eux pendant ces 3 jours (« soft skills »), mais aussi au-delà, est d'une importance capitale. En effet, plus ils se sentiront importants, en confiance et à l'aise pour s'exprimer et plus les échanges seront riches, volontaires et honnêtes.

Les deux autres facteurs importants sont la **flexibilité des organisateurs et l'adaptation au contexte**. La flexibilité des facilitateurs de l'atelier est en effet primordiale dans la mesure où il y aura forcément des aléas/imprévus, certaines choses qui ne vont pas se dérouler comme on le souhaiterait ou comme l'indique la méthodologie. Il apparaît ainsi majeur de pouvoir modifier, au dernier moment et de façon concertée, les plans, l'organisation et la durée de certaines sessions, les objectifs de la journée, etc.

Par ailleurs, il est également important d'adapter la méthodologie VRA en fonction de chaque contexte. Chaque personne est plus ou moins fragile et différente, que ce soit d'un point de vue économique, social, religieux ou encore culturel. Ainsi, il revient à la charge des organisateurs de modifier les règles/étapes (organisation des étapes, durée, manière de procéder, inclusion de nouveaux concepts, etc.) si cela semble plus pertinent. Au-delà d'une méthodologie stricte, la VRA correspond plutôt à un guide d'analyse de contexte, combinant et complétant celles déjà existantes⁷ en faisant cela à un niveau supérieur au niveau local (départemental, régional, national, etc.) et en ayant une approche transversale d'analyse.

7. PCVA, CVCA, HULOCA, etc.

Enfin, même si cette analyse donne de très bonnes indications / informations sur le contexte, il semble crucial de:

- **Avoir une bonne connaissance préalable du contexte local** (au moins pour l'équipe en charge de la préparation) afin de choisir plus rapidement la zone d'étude, les participants, parler la/les langue(s) locale(s), connaître les normes culturelles, etc. Par exemple, le contexte du BEG était assez spécifique et la présence de l'agent MEAL à Moussoro nous a permis d'aller vite sur certains points et d'être au courant d'informations importantes avant l'atelier (connaissance des acteurs, légitimité de nos actions grâce à une longue présence et une proximité avec les communautés, sujets sensibles, connaissances des facteurs de vulnérabilité importants de la zone, etc.)
- **Compléter cette analyse qualitative par des études d'analyse de contexte plus quantitatives**, chiffrées afin de pondérer et croiser certaines observations ainsi que questionner les indications grâce à des sources très différentes. Cela peut être fait avec le cadre harmonisé, des recherches menées en parallèle, etc.

Encadré 2 - Composition du groupe de réflexion:

Dans certains contextes avec un climat politique très tendu (Burundi, RDC, RCA, etc.), il pourrait être très difficile de réunir dans un même groupe de discussion responsables politiques et membres de la société civile, sans qu'il y ait une certaine forme de censure dans les discussions, notamment lors de l'identification et la priorisation des risques et vulnérabilités.

Dans ce cas, plusieurs solutions peuvent être explorées:

- Garder la structure habituelle et accepter d'avoir des résultats un peu biaisés
- Mettre de côté les responsables politiques
- Créer une forme hybride de VRA en séparant temporairement certains groupes et en faisant attention de prendre en compte et analyser les problèmes cachés de manière habile/discrète.
- Ne pas faire de VRA si cela doit menacer la sécurité des participants et/ou des organisateurs
- Autres solutions à discuter avec les équipes pays.



Photo: Travail de groupe (Philippe Massebiau)

3 PHASE DE PRÉPARATION AVANT L'ATELIER

a. Le choix de la zone d'étude

La région du Bahr El Gazal est l'une des 23 régions que compte le pays. Sa composition est la suivante:

Détails BEG	BEG Nord	BEG Ouest	BEG Sud
Chefs-lieux de préfecture	Salal	Chaddra	Moussoro
Sous-préfectures	3: Salal, Mandjoura et Dourgoulanga	2: Chaddra et Mouzragui	4: Moussoro, ⁸ Michemire, Fizigui et Amsilep

Tableau 2: Découpage administratif du BEG

La population du BEG est estimée à environ **331 893 habitants, avec 49% de populations nomades et transhumants et 51% de sédentaires et agropasteurs**, donc une population très rurale et fortement tributaire du régime des pluies.

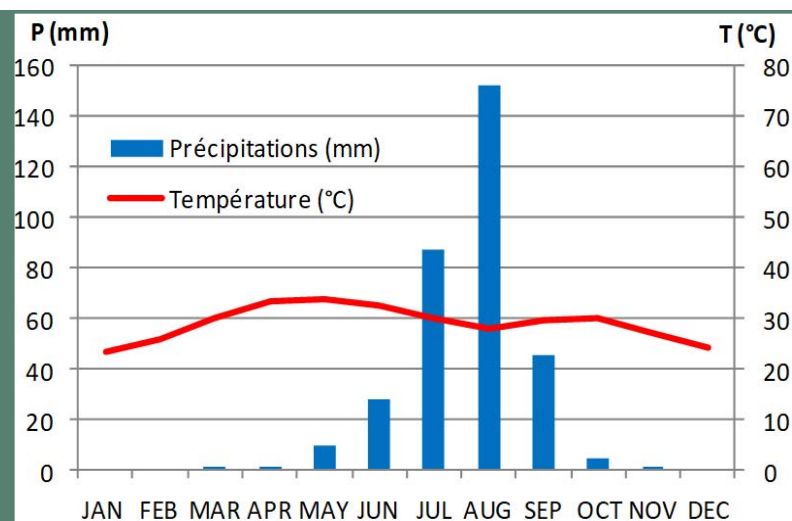


Figure 7: Diagramme climatique de la zone de Moussoro

8. La ville de Moussoro est aussi chef-lieu de région.

De ce fait, les tempêtes de sables en mouvement entraînent l'ensablement des Ouadis (cuvettes/bas-fonds) favorables aux cultures maraîchères et de céréales et abritant des points d'abreuvement des animaux pendant les saisons pluvieuses.

L'érosion provoquée par la surexploitation des ouadis par l'homme, notamment pour les ressources ligneuses (bois d'énergie et d'œuvre), attaque également la couche arable du sol, empêchant le développement approprié de la végétation et les vents violents attisent les feux de brousse de plus en plus fréquents et larges.

Dans cette zone, les **températures** moyennes sont très élevées (35°C), notamment en fin de saison sèche et les précipitations très faibles (300 mm par an en moyenne). Outre la variation de pluies d'une année sur l'autre (entre 250 et 400 mm ces 10 dernières années), celles-ci sont mal réparties dans le temps et dans l'espace, causant de mauvaises récoltes et parfois des inondations. La saison des pluies se raccourcit peu à peu et ne dure aujourd'hui que 3 à 4 mois, avec une croissance végétative effective seulement sur les mois de Juillet et Août.

L'agriculture se pratique en partie sur les parties dunaires et le maraichage dans les Ouadis où la nappe phréatique est moins profonde. Cependant, dans les zones où se pratique le maraichage, le niveau des nappes phréatique diminue rapidement, impliquant également une disparition progressive de certaines espèces ligneuses, qui favorisant alors la déforestation. La modification des régimes de pluies perturbe les agriculteurs, diminuant leurs rendements, et modifient les itinéraires de transhumance, à la recherche de nouvelles ressources fourragères. Certains éleveurs se sédentarisent peu à peu et créent alors une pression foncière de plus en plus grande, poussant le cheptel vers le Sud.

Au-delà de ce contexte agro-climatique difficile, cette zone est caractérisée par une forte présence de **l'ethnie Gouran**, de la religion musulmane et une séparation de la société en castes, chacune correspondant à la fois à une catégorie socio-professionnelle (ou secteur d'activité) et à un niveau d'importance. On compte ainsi les Haddad (souvent forgerons), les Yalnass et les éleveurs ou commerçants. La polygamie est assez commune, pour les familles plus aisées du moins et la femme n'a que peu d'accès aux moyens d'existence et aux pouvoirs de décision dans le ménage.

Enfin, cette zone est assez **pauvre et soumise à une insécurité alimentaire chronique**, aggravée par de mauvaises récoltes durant les années de sécheresse. Ces facteurs expliquent en grande partie la forte prévalence des populations locales aux migrations saisonnières comme définitives, notamment des jeunes.

C'est donc pour toutes ces raisons agro-climatiques, socio-économiques et culturelles spécifiques de ce territoire que nous avons décidé de sélectionner comme zone d'étude le **département du BEG Sud, intégrant 2 sous-préfectures (Chaddra et Amsilap) à vocation agropastorale et 2 autres (Michémiré et Moussoro rural) à vocation simplement pastorale**, correspondant par ailleurs à la zone du projet Trust Fund et au domaine d'influence des PDL.

b. Le choix du groupe de connaissances

Le choix du groupe de connaissances s'est fait de manière assez progressive, par le responsable du consortium du projet Trust Fund et le MEAL officier de Moussoro, parlant la langue locale et connaissant très bien la région. Les critères utilisés ont principalement été la représentativité des acteurs, le sexe, la caste, la zone/village de vie et le niveau de vulnérabilité spécifique. Suite à l'identification des candidats potentiels, de nombreuses rencontres ont été effectuées afin de bien expliquer aux personnes les objectifs et l'utilité de participer à ce type d'analyse, ainsi que son déroulement. De plus, les conditions de l'atelier sont également discutées.

Les personnes identifiées sont les suivantes:

Organisations/ Ressources Humaines	# de personnes
Secrétariat Générale du Gouvernorat	1
Radio Locale	1
Maire de la Commune de Moussoro	1
CELIAF	2
CNCPRT	1
AIDER	1
Oxfam	2
ACF	2
CARE	2
IRC	1
ONG Al-Birh	1
Fédération des Eleveurs	1
Fédération des Agriculteurs (Bloungou)	1
Association des Jeunes Al-Birh	1
ONDR	1
Délégation de l'Action Sociale	1
Délégation Régionale de Sanitaire	1
Météorologie	1
Délégation de l'Elevage	1
Délégation de l'Agriculture	1
Délégation de l'Environnement	1
Association des femmes tanneuses	1
Association pour la transformation et commercialisation de la viande	1
Instituts de formation technique	1
Organisations de plaidoyer	1
Organisations défense droits des femmes	1
Fournisseurs de services étatiques et/ou communautaire en Santé, éducation, Protection...	2

Tableau 3: Liste du groupe de réflexion

TOTAL 32

Une fois que les participants ont confirmé leur présence, un premier atelier a été organisé pour définir les deux listes initiales de risques et problèmes et groupes sociaux et moyens d'existence.

Risques et problèmes		
Conditions structurelles qui créent les inégalités	1	Justice parallèle/ Corruption du système administratif
	2	Le blocage à l'exploitation des terres
	3	Conflits liés à l'accès aux terres
	4	Divagation des animaux
	5	Insuffisance dans la structuration des paysans au niveau local
	6	La Migration des jeunes
Changements climatiques et météorologiques et les impacts géologiques / impacts résultant de la dégradation de l'environnement naturel	7	Ensablement des Ouadis
	8	Sécheresse et variation de temps des pluies utiles
	9	Des inondations en milieu urbain
	10	Perte de potentiel génétique liée à la sélection naturelle
	11	Les épizooties
	12	Disparition des espèces fourragères les plus appréciées
	13	Les feux de brousse
Inégalités et injustices liées au genre- et aux minorités ethniques	14	Considérations des castes (Hadam)
	15	Manque de liberté économique - Moyens de vie
	16	Résistance des femmes aux pouvoirs de décision
	17	Faible scolarisation de la jeune fille
	18	Mariage des enfants (Mariage précoce des filles)
	19	Les conflits d'intérêts

Tableau 4: Liste initiale des risques & problèmes

Groupes sociaux et moyens d'existence

1	Les Hadadd
2	Les handicapés
3	Les Yalnass
4	Les puisatiers
5	Les maraîchers/Maraichage
6	Les pasteurs transhumants
7	Les femmes transformatrices de viande et les femmes tanneuses
8	Les femmes vendeuses du bois et de la paille
9	Les caravaniers
10	Les auxiliaires para vétérinaires
11	Les femmes potières
12	Les exploitants du rônier (Hypheane Thabaica)
13	Les transporteurs «Clandos»

Tableau 5: Liste initiale des groupes sociaux & moyens d'existence

c. Organisation de l'atelier: Facilitation, logistique, calendrier

Une fois les participants et listes initiales choisis, les organisateurs ont dû préparer toutes les conditions de l'atelier afin de mettre les participants dans les meilleures dispositions. Les éléments d'organisation importants sont les suivants:

- Les **dates de l'atelier** (3 jours, du 13 au 15 Juin), prévus 2 mois environ à l'avance pour des raisons de disponibilité. Cependant, cela correspondait à la période de Ramadan et a posé certaines difficultés d'organisation
- Le **lieu** choisi a été le centre de Moussoro, au siège d'AIDER (partenaire local du consortium), dans une grande salle de réunion
- La **durée** des sessions: prévoir des journées commençant tôt le matin (7h30) et finissant à 15h30 max, avec des pauses intermédiaires pour la prière notamment

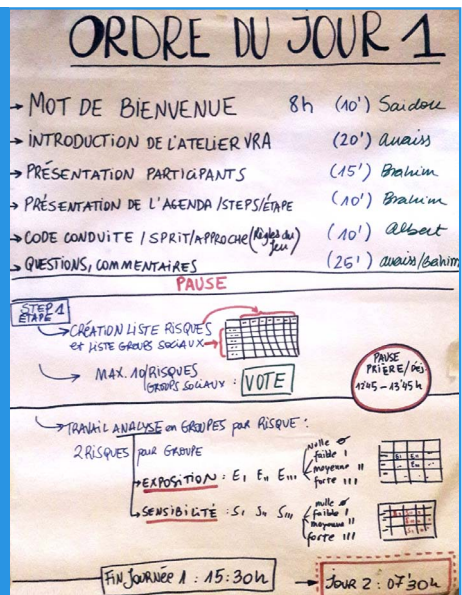
- **Le transport:** Pour les personnes habitant en dehors de la ville, des véhicules sont affrétés pour aller chercher les gens la veille ainsi que les amener et les ramener à leur lieu d'hébergement tous les jours
- **Dispositifs de traduction** car une moitié des participants ne parle pas français mais une langue locale (Gouran ou Kanembou). En plus de traduire les présentations et explications des facilitateurs, les traducteurs doivent aussi traduire les discussions en travail de groupe.
- **Les autres paramètres:** nourriture (pour ceux qui ne font pas le Ramadan), ventilation, supports de communication (tableau de papier – flip chart préparés la veille, PowerPoint), matériel (feutres, post-its, etc.), etc.



Photo: Travail de groupe (Philippe Massebiau)

4 ANALYSE PARTICIPATIVE PENDANT L'ATELIER

Le premier jour, l'atelier débute par une phase d'introduction et de présentation des objectifs ainsi que du processus de travail mais aussi de la manière avec laquelle ce travail de groupe va s'effectuer (facilitation, règles de conduite, principes des échanges, etc.). Ainsi, une bonne partie de la matinée a consisté en :



✓ Une **introduction** officielle de l'atelier pour ouvrir les échanges, par le responsable local du bureau Oxfam dans le BEG.

✓ La **présentation du contexte/cadre de travail** (par le responsable du consortium) dans lequel s'inscrit la VRA, à savoir le travail d'Oxfam pour la résilience et le projet Trust Fund.

✓ La présentation générale de la **méthodologie VRA**

✓ La présentation de **chaque participant**: 31 participants au total, avec 16 hommes et 15 femmes, dont 2 d'Oxfam membres du groupe de réflexion et 7 personnes qui participaient à l'organisation, la prise de notes et la facilitation de l'atelier. Parmi ces participants, une petite moitié ne parlait pas Français mais une langue locale, le Gouran.

Figure 8: Ordre du jour 1

- ✓ La présentation d'un **code de conduite**, sorte de règlement tacite entre les membres du groupe de réflexion expliquant les règles du jeu et l'esprit de l'atelier: liberté de parole, écoute des autres, pas de téléphones ni d'absences, etc.
- ✓ Une phase de **questions**, remarques, suggestions pour les participants
- ✓ La présentation des **4 grandes étapes de la VRA**, en lien avec l'agenda
- ✓ Une explication sur l'**approche spécifique** de la VRA (Ce que c'est / Ce que ce n'est pas)
- ✓ L'explication du **glossaire**, des termes spécifiques utilisés pendant cet atelier
- ✓ La présentation de l'**ordre du jour**

A la suite de cette phase d'introduction, présentation et explications préalables, le groupe de réflexion commence la première étape de l'analyse: **L'analyse initiale des risques et vulnérabilités**.

a. ETAPE 1_ L'analyse des risques et vulnérabilités

Le premier travail à faire est de mettre au point les 2 listes définitives de risques / problèmes et groupes sociaux / moyens d'existence. Sur la base des 2 listes initiales qui ont été élaborées pendant la préparation de l'atelier, il s'agit ainsi de compléter, ajouter, modifier ces listes de manière à ce qu'on ait un consensus sur les 10 éléments de chaque liste à garder. Une première phase a donc consisté à intégrer les nouvelles propositions des participants puis à les faire voter, de manière démocratique pour sélectionner les 10/11 plus importants. Les deux listes sont présentées ci-dessous (avec le nombre de votes pour chacun) et en gras les éléments sélectionnés pour la suite.

Migration des jeunes	16	
Sècheresse et variation de temps de pluies utiles	14	
Faible scolarisation des jeunes filles	13	
Conflits liés à l'accès aux terres	10	
Divagation des animaux	10	
Justice parallèle/ Corruption du système administratif	9	
Réticence à l'intégration des femmes dans les pouvoirs de décision	9	
Mariage des enfants (Mariage précoce des filles)	9	
Malnutrition	8	
Ensamblage des Ouadis	7	
Violence basée sur le genre	7	
Le blocage à l'exploitation des terres	5	
Les feux de brousse	5	
Considérations des castes (Hadad)	5	
Les épizooties	4	
Viols des jeunes filles	4	
Les conflits d'intérêts	3	
Chômage des jeunes diplômés	3	
Des inondations en milieu urbain	2	
Manque de liberté économique - Moyens de vie	2	
Absence de planning familial	2	
Manque de pratiques d'hygiène	2	
Manque de structuration des paysans au niveau local	1	
Disparition des espèces fourragères les plus appréciées	1	
Divorces	1	
Désertification (plutôt que sécheresse)	1	
Discriminations basées sur le genre (héritages)	1	
Ennemis des cultures	1	
Ignorance des bonnes pratiques professionnelles	1	
Consommation de drogues (jeunes hommes)	1	
Analphabétisme	1	
Manque d'informations et opportunités d'emploi	1	
Perte de potentiel génétique liée à la sélection naturelle	0	
Non maîtrise de la pluviométrie	0	
Disparition de certains arbres fruitiers sauvages	0	

Tableau 6: Liste définitive des risques & problèmes



Les maraîchers (homme & femme)	29	
Le petit commerce (homme & femme)	23	
Les femmes artisanes	22	
Les femmes transformatrices de viande et tanneuses	20	
Les forgerons	17	
Les pasteurs transhumants	10	
Les auxiliaires para vétérinaires	10	
Les travailleurs journaliers	7	
Les handicapés	6	
Les femmes vendeuses de bois et de paille	6	
Les caravaniers	3	
Les transporteurs	3	
Les puisatiers	2	

Tableau 7: Liste définitive des groupes sociaux & moyens d'existence

Ainsi les **risques et problèmes retenus** sont les suivants:

1. Migration des jeunes:

Le manque d'emploi et d'activités génératrices de revenus pousse la majorité des jeunes à quitter la zone du BEG, que ce soit de manière saisonnière (avec un retour en saison des pluies), régulière (voyages fréquents de plusieurs années entrecoupés de retours) ou définitive (construction d'une vie ailleurs). En fonction des opportunités économiques et des possibilités, les migrations se font généralement dans les grandes villes du pays, dans les pays voisins ou alors dans les zones plus éloignées (Europe, Maghreb, Moyen-Orient);

2. Sècheresse et variation des temps de pluie utile:

Depuis des décennies il est constaté une baisse de la pluviométrie, qui s'est par ailleurs légèrement accentuée ces dernières années. Au-delà même de la baisse du volume de précipitations, on constate surtout des irrégularités de plus en plus importantes et une diminution de la durée de la saison des pluies, ce qui rend d'autant plus difficile la gestion et l'anticipation des cycles culturels et pastoraux/transhumants.

3. Faible scolarisation des jeunes filles:

Même si ce taux est assez faible pour les enfants, il l'est d'autant plus pour les jeunes filles, pour qui leurs parents ne trouvent pas l'utilité suffisante de les placer à l'école et préfèrent les avoir à la maison pour aider notamment aux tâches ménagères et agricoles;

4. Conflits liés à la terre:

La croissance démographique, la diminution de la fertilité des terres, ainsi que les modes d'accès traditionnels et informels sont à la base de plusieurs conflits dans cette zone. Ils sont à la fois entre agriculteurs et pasteurs transhumants arrivant en saison des pluies, et entre agriculteurs, de plus en plus concurrents sur des espaces (surtout Ouadis) qui se réduisent de plus en plus. La gestion des ressources hydriques devient aussi un problème dans les zones où les prélèvements dans les nappes (qui sont de plus en plus profondes) avec des motoculteurs sont trop importants;

5. Divagation des animaux:

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités de la zone. De manière historique, les cultivateurs et éleveurs ont souvent réussi à s'entendre par le passé, grâce notamment à des modes de gestion coutumiers. Cependant, le mode de l'élevage extensif, le dérèglement climatique et la pression foncière ainsi que l'absence de parcelles encloses, les animaux divagent de plus en plus par rapport à leur zone d'emplacement, afin notamment de trouver de pâturage et s'abreuver (au niveau des Ouadis surtout);

6. Justice parallèle et corruption du système administratif:

La justification donnée par les membres du groupe de réflexion est qu'il y a encore trop souvent des interventions extra-judiciaires de personnes de pouvoirs (riches, leaders d'opinion ou autorités traditionnelles) pour influencer la décision en cas de litiges/conflits, le plus souvent au détriment des plus faibles;

7. Réticence à l'intégration des femmes dans les pouvoirs de décision:

Dans cette zone et de manière générale, les femmes n'ont qu'assez peu de pouvoir/d'influence sur les prises de décision, que ce soit du ménage comme des instances de gouvernance locale (dans lesquelles elles sont presque absentes). Le rôle principal des femmes est souvent de s'occuper des tâches domestiques et agricoles, laissant la place des hommes à plus de leadership sur les moyens d'existence ou sur la politique;

8. Mariage des enfants (précoce):

Dans les familles pauvres et dont les enfants ne fréquentent pas l'école, les filles sont mariées à très bas âge par leurs parents. Ces mariages sont notamment valorisés par les traditions locales;

9. Malnutrition:

Les déficits céréaliers chroniques enregistrés dans la zone ainsi que les habitudes alimentaires font que ce risque est de plus en plus récurrent, avec un risque tout particulièrement élevé pour les jeunes enfants;

10. Violence basée sur le genre:

Les cas de violence sont enregistrés dans la zone de manière très fréquente et sont très souvent cachés/masqués dans la mesure où le poids de l'homme dans la société est beaucoup plus fort;

11. Ensablement des terres des Ouadis:

La zone est caractérisée par un avancement accentué de la désertification dû aux coupes abusives de bois entraînant la dégradation de l'environnement. Ce qui a pour conséquence la fréquence des vents violents causant ainsi l'ensablement des zones de production.



Quant aux **groupes sociaux et moyens d'existence retenus**, ce sont les suivants:

1. Les maraîchers (hommes et femmes):

Le maraîchage est l'une des activités les plus pratiquées dans la zone, à la fois par les femmes et les hommes. Les productions locales sont essentiellement des oignons, arachides, haricots, etc. La revalorisation de cette base socio-économique doit passer par la protection des Ouadis, par l'établissement des clôtures et des mécanismes d'accès et d'utilisation communautaires équitables.

2. Les petits commerces (homme et femme):

Ce sont tous les petits commerces que l'on retrouve essentiellement au marché, c'est à dire la vente de produits alimentaires, de bibelots, tissus, etc. La plupart de ces gens-là n'ont pas de magasin de stockage et sont à même le sol pour la vente de leurs produits.

3. Les femmes artisanes:

Ce sont toutes les personnes qui fabriquent localement et eux-mêmes les vêtements, poteries, bijoux, paniers, etc. Les connaissances locales sont transmises à travers ce genre d'activité pratiquées essentiellement par les femmes. Ce sont des sources de revenus importantes pour ce groupe.

4. Femmes transformatrices de produits agricoles et élevage:

La transformation et la commercialisation des produits d'élevage notamment (tanneuses essentiellement) est dans les mains d'un groupe spécifique de femmes de bouchers. La transformation de céréales (maïs, mil, sorgho, etc.), produits végétaux est moins spécifique à un groupe particulier.

5. Les Forgerons (ou Haddad):

Dans le système de castes qui existe dans la zone, les Haddad, constitués en communautés, correspondent au groupe de personnes le plus vulnérable et pauvre. Ils n'ont pas souvent accès ni aux terres ni aux pouvoirs de décision dans les instances locales.

6. Les pasteurs transhumants:

Ce sont des éleveurs mobiles qui se déplacent avec leurs troupeaux en fonction des saisons. A l'inverse des nomades, ces transhumants ont un habitat défini et se déplacent dans les mêmes endroits d'une année sur l'autre. La mobilité pastorale est l'une des stratégies développées par des éleveurs pour accéder au pâturage et à l'eau.

7. Les auxiliaires para-vétérinaires:

L'influence de l'élevage dans cette zone impose un caractère d'importance pour cette activité dans ces localités.

8. Les travailleurs journaliers:

Ce sont des personnes qui sont rémunérés à la journée voire à la tâche, pour tous types d'activités: travaux agricoles, transport, construction, etc

9. Les handicapés:

Ce sont des personnes d'autant plus vulnérables dans cette zone-ci. Non seulement ils ne sont pas capables de prendre part aux activités mais leur prise en charge est absente.

10. Les femmes vendeuses de bois et paille:

La principale source de revenu de certains ménages vulnérables est l'exploitation des ressources naturelles notamment le bois de chauffe et la paille.

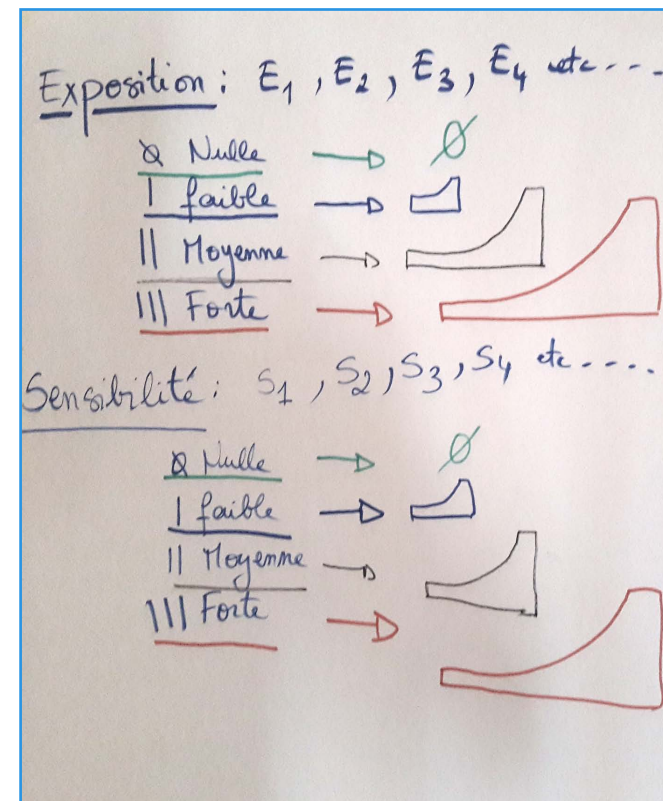


Figure 9: Echelle de notation



Photo: Travail de groupe (Philippe Massebiau)

Suite à cette étape de validation des deux listes, la suite du travail a été consacrée à l'**évaluation de l'exposition et de la sensibilité** de chaque groupe social/moyen d'existence vis-à-vis de chaque risque/problème. Pour cela, chaque groupe doit mettre une note (de 0 à 3) dans chaque case correspondante en fonction du niveau. Les deux notes sont alors combinées de manière empirique (grâce à un tableau d'équivalences) dans la matrice de vulnérabilité, avec un code couleur adapté. Ainsi, nous pouvons voir de manière visuelle quels sont les principaux risques/problèmes de la zone et les groupes les plus touchés.

Il est important de noter que la couleur rouge, avec une note de 3 points, indique que l'impact est fort ; la couleur orange (note de 2) un impact moyen ; le jaune un impact faible et le vert qu'il n'y a pas d'impact directs.

Risques et groupes sociaux	Migration des jeunes	Sécheresse et variation des temps de pluie utile	Faible scolarisation des jeunes filles	Conflits liés à la terre	Dégradation des animaux	Justice parallèle, corruption du système administratif	Mariage des enfants (précoce)	Réticence à l'intégration des femmes dans les prises de décision	Malnutrition	Violence basée sur le genre	Ensemblement des terres	Classement groupes sociaux	
Maraîchers homme et femme	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2	3	32	1
Petit commerce (femme)	2	3	3	1	3	3	3	3	3	2	1	27	2
Artisans homme et femme	3	3	3	1	1	1	1	2	3	2	2	24	
Femmes transformatrices production agricole et élevage	2	3	1	2	1	1	3	3	3	2	3	24	
Forgerons	2	1	1	0	0	2	3	0	2	1	1	13	
Pasteurs transhumants	3	3	3	3	2	3	1	1	1	2	3	25	4
Auxiliaires para-vétérinaires	2	2	3	2	0	1	0	0	0	1	2	13	
Travailleurs journaliers	3	2	1	0	0	0	0	0	3	0	2	11	
Handicapés	1	2	3	1	2	3	0	0	2	0	2	16	
Femmes vendeuses de paille et de bois	2	3	2	2	3	2	3	2	3	2	3	27	3
Classement risques	23	25	23	15	15	19	19	14	23	14	22		
	2	1	3						4		5		

Figure 10: Matrice de vulnérabilité

Ainsi, les **5 risques / problèmes** qui ressortent le plus dans la matrice de vulnérabilité sont (dans l'ordre d'importance):

1. Sécheresse et variation des pluies utiles, 2. Migration des jeunes, 3. Malnutrition, 4. Scolarisation des jeunes filles, 5. Ensemblement des terres.

Pour ce qui est des **groupes sociaux / moyens d'existence**, dans l'ordre d'importance, les 4 plus vulnérables sont:

1. Maraîchers (homme et femme), 2. Petits commerce (femmes), 3. Femmes vendeuses de paille et de bois et 4. Pasteurs transhumants.

b. ETAPE 2_ Les chaînes d'impacts

La deuxième étape de l'atelier consiste à analyser, par petits groupes, les **causes et conséquences** des 5 risques / problèmes les plus importants dans la zone et créer un outil visuel pour représenter ces nombreux liens de causalité à partir d'un risque bien identifié. Non seulement les causes structurelles et les conséquences directes, à plus moins long terme, de ce risque sont analysées, mais aussi les liens entre les causes et entre les conséquences, de manière à ce que l'on ait un arbre / schéma complexe, avec de nombreuses branches et ramifications, montrant ainsi les inter-relations de chaque élément perturbateur du système.

Par ailleurs, il est important de ne pas s'arrêter qu'à un seul niveau de causes ou de conséquences mais bien d'aller le plus loin possible dans la compréhension / analyse afin de pouvoir ainsi faire ressortir les éléments négatifs comme positifs et identifier ensuite des mesures pour y résoudre.

La manière d'illustrer cette chaîne d'impact a été différente d'un groupe de travail à l'autre. Par exemple, l'un des groupes a dessiné un arbre avec un réseau complexe de racines illustrant les causes (à plusieurs niveaux) et les branches ramifiées illustrant les conséquences (là encore à plusieurs niveaux).

EXEMPLES DES RISQUES TRAITÉS DANS LES CHAINES D'IMPACT

Le groupe 1 a travaillé sur le risque le plus important: La **sécheresse et la variation des pluies utiles**. Outre les liens de causalité entre les éléments, ce groupe a identifié les causes et impacts suivants:

1. Causes:

1er niveau: vents violents, ignorance, pollution et déforestation

2nd niveau: feux de brousse, analphabétisme, émissions de GES, déchets non dégradables, manque de réglementation, pression animale (due à un élevage extensif), coupe abusive des arbres (due à la rémunération de cette activité).

2. Conséquences:

1er niveau: Baisse de production, insécurité alimentaire, manque de pâturages (impliquant la perte de bétail)

2nd niveau: crise sociale, conflits fonciers, migration des jeunes, malnutrition, pauvreté, maladies, conflits entre agriculteurs et éleveurs.

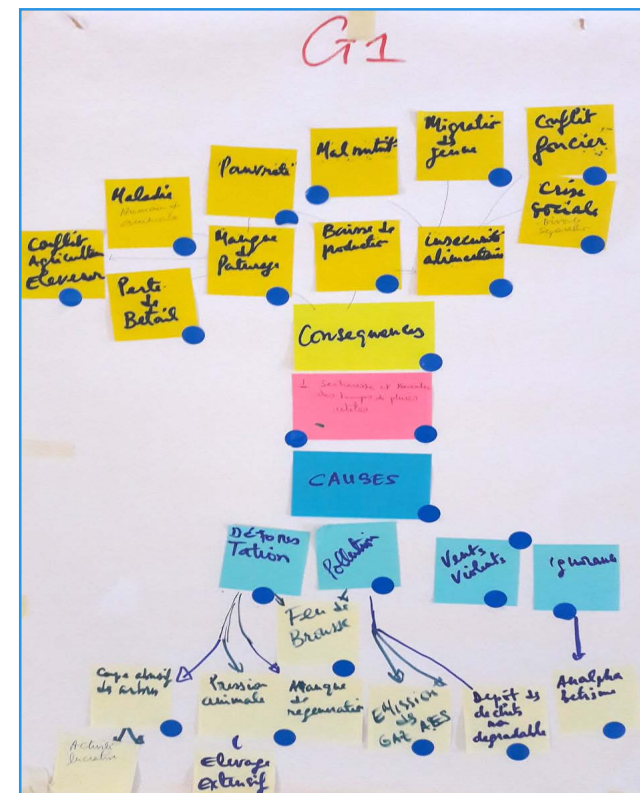


Figure 11: Chaîne d'impacts pour la sécheresse

3. Solutions proposées:

Aux causes: Reboisement, meilleure utilisation des forages, scolarisation et sensibilisation,

Aux conséquences: réglementation des couloirs de transhumance, accès aux services de soins de base, mise en valeur des ouadis, opportunités d'emploi.

Le groupe 2 a travaillé sur la **migration des jeunes**, ses causes et conséquences en termes d'impacts directs:

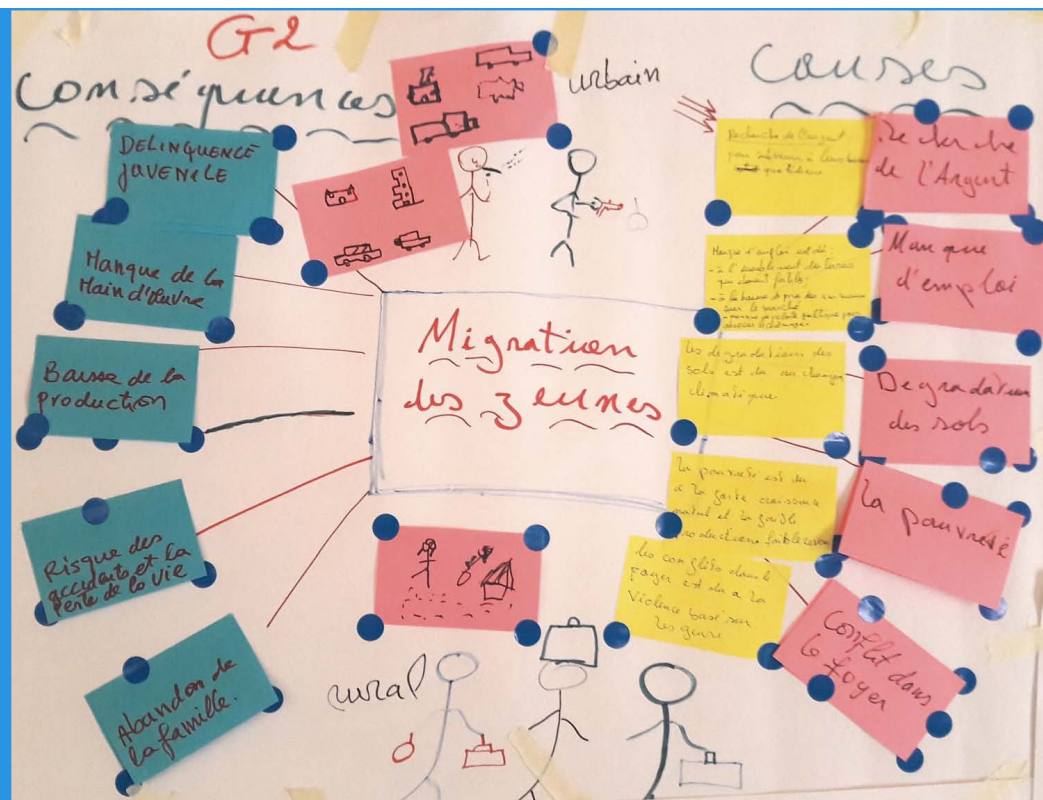


Figure 12: Chaîne d'impacts pour la migration des jeunes

1. Causes:

Manque d'emploi (lié à l'ensablement des terres, la baisse des prix et le manque de volonté politique), pauvreté (liée à la croissance démographique et à la faible production), conflits dans le foyer (dus à la violence basée sur le genre).

2. Conséquences:

Délinquance juvénile, manque de main d'œuvre, baisse de la production, abandon des familles, mortalité dues aux accidents dans les grandes villes.

3. Solutions proposées:

Aux causes: Valorisation des AGR et valorisation de moyens de vie, reboisement, éviter coupe abusive et feux de brousse, dialogue inclusif et respect mutuel.

Aux conséquences: création de centres de réinsertion, création des conditions de rétention des bras valides, amélioration des conditions de vie.

Le groupe 3 a lui travaillé sur le volet **malnutrition**:

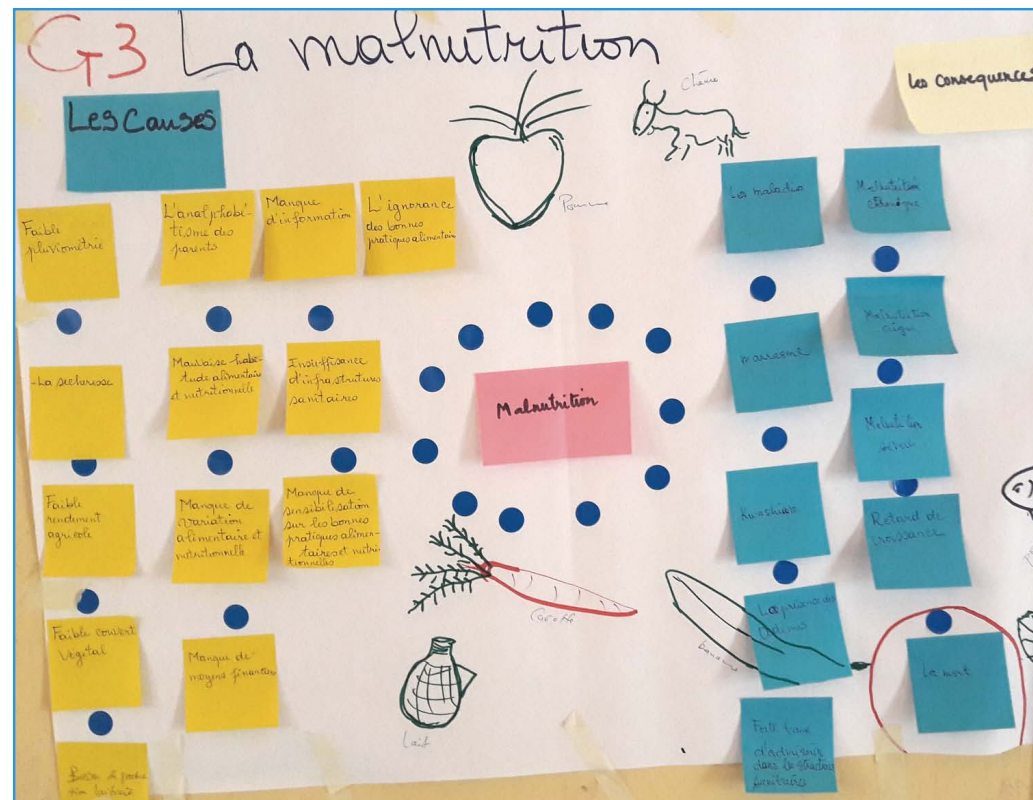


Figure 13: Chaîne d'impacts pour la malnutrition

1. Causes:

1er niveau: Faible pluviométrie, sécheresse, faibles rendements agricoles et couvert végétal, baisse de production laitière.

2e niveau: analphabétisme des parents, manque d'information, mauvaises habitudes alimentaires et nutritionnelles, manque de variation alimentaire et nutritionnelle et de moyens financiers.

3e niveau: manque d'informations, insuffisance d'infrastructures sanitaires, manque de sensibilisation sur les bonnes pratiques.

2. Conséquences:

Taux élevé de malnutrition chronique, aiguë, maladie, retard de croissance chez les enfants, mortalité.

3. Solutions proposées:

Diversifier la production agro-sylvo-pastorale, prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PECIMA), alimentation et nutrition des jeunes enfants (ANJE), services d'hygiène et sécurité alimentaire, nutrition.

Le groupe 4 s'est concentré sur **l'ensablement des Ouaddis**:

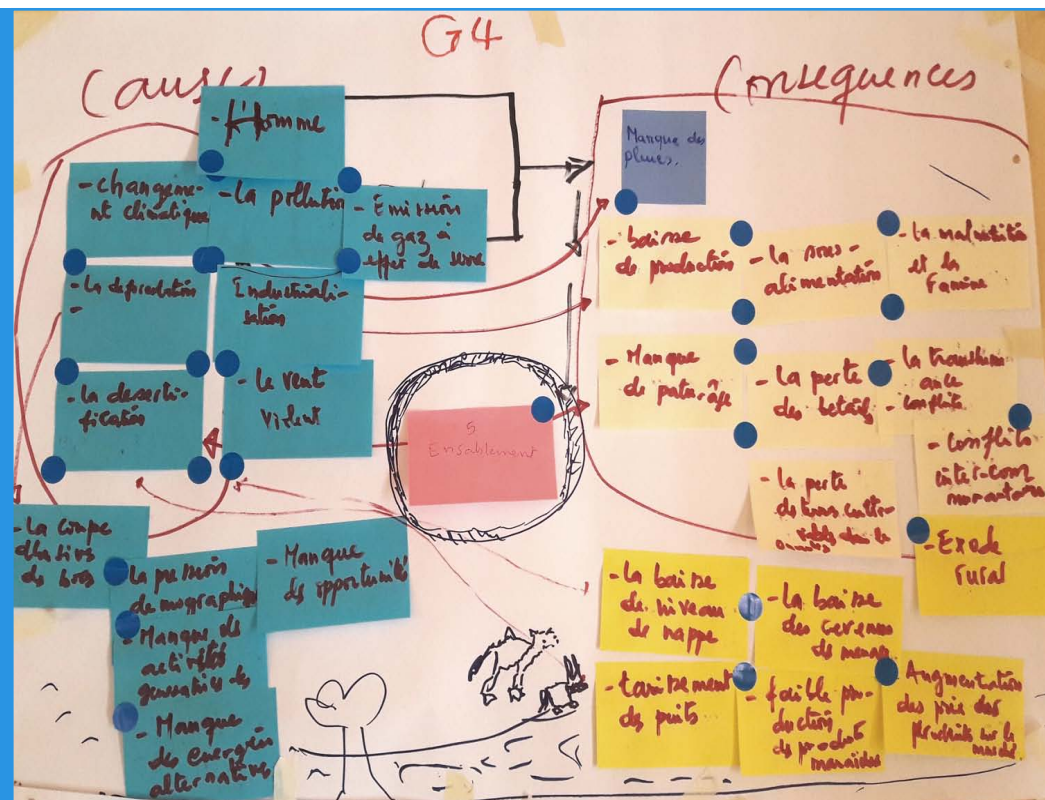


Figure 14: Chaîne d'impacts pour l'ensablement des Ouaddis

1. Causes:

changement climatique, vents violents, désertification, déforestation, actions anthropiques (homme), les coupes abusives du bois, émissions de GES, pression démographique, manque d'énergies alternatives, manque d'AGR.

2. Conséquences:

Baisse de production, baisse de niveau des nappes, tarissement des puits, manque de pâturage, la malnutrition et la famine, perte de bétail, exode rural, conflits.

3. Solutions proposées:

Énergies renouvelables, haies vives, respect nature, reboisement, application de la réglementation, création emploi, élevage intensif, modernisation irrigation, bassins de rétention, magasins de stockage.

Le groupe 5 a réfléchi sur la **faible scolarisation des filles**:

1. Causes:

Manque de moyens (dus à la perte de bétails, mauvaise production agro, sécheresse), de structures (due au manque de personnel qualifié, éloignement/taille des villages, équipements), traditions religieuses (dus aux réticences décisionnelles, discriminations, interprétation des religions) culture défavorable (due au repli de l'identité féminine, surcharge ménagère), mariage des enfants (du à la religion, pauvreté), ignorance.

2. Conséquences:

Violence basée sur le genre, vagabondage sexuel, prostitution, analphabétisme, manque des bonnes pratiques d'hygiène, la pauvreté, très faible notoriété politique des femmes, limites dans la promotion féminine.

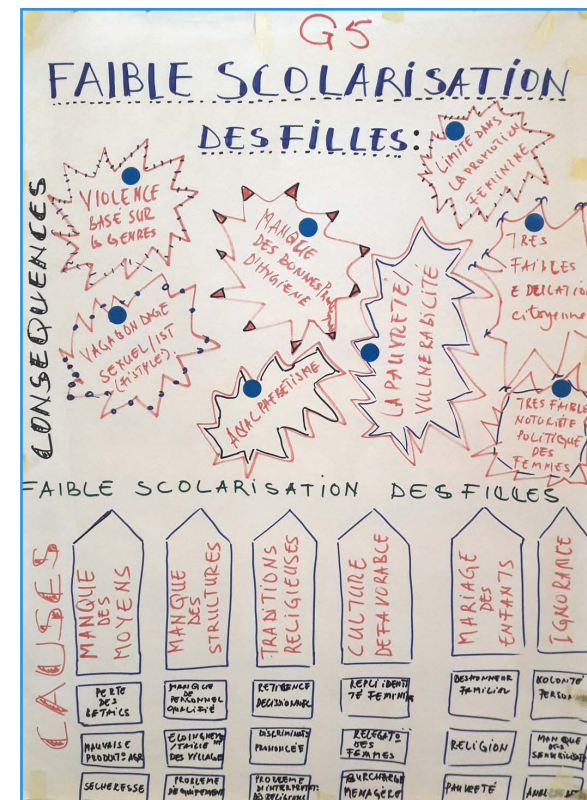


Figure 15: Chaîne d'impacts pour la faible scolarisation des filles

3. Solutions proposées:

Aux causes: Reboisement, diversifications économiques, forum de sensibilisation et suivi de politique éducative, explication des bonnes règles religieuses, programmes de pédagogie sociale, pratiques d'éducation familiale, sensibilisation des parents, dispositifs de protection,

Aux conséquences: pédagogie sociale, diversification revenus, programmes d'hygiène, inclusion des femmes dans les processus de décision.

Encadré 3 - Présentation et explications méthodologique sur l'exercice de la chaîne d'impacts:

- Présentation initiale de l'exercice : objectifs, mode de fonctionnement et exemples
- Répartition en 5 groupes de travail (1 risque par groupe) pour les chaînes d'impacts d'abord puis pour les solutions, avec définition d'un porte-parole qui représente ensuite le groupe pour présenter le travail à l'oral. Finalement, dans chaque groupe, les présentations ont été faites par un couple mixte et l'une des 2 personnes traduisait elle-même ce que disait l'autre.
- Phase de questions et d'échanges à la fin de chaque présentation juste avant de passer à l'étape 3.

c. ETAPE 3_ Le chemin vers la résilience: Analyse des différents processus de changement social

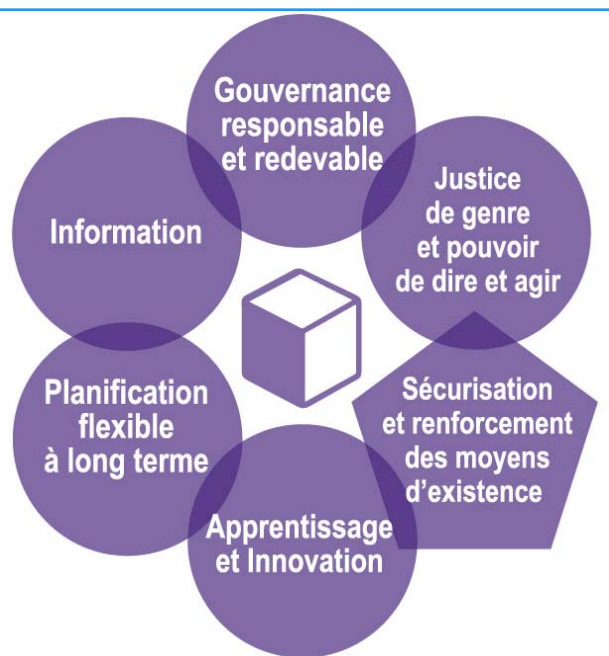


Figure 16: Les processus de changement social

L'analyse du chemin vers la résilience permet d'explorer les solutions proposées dans l'étape précédente à travers les 6 processus de changement social du cadre de développement résilient d'Oxfam. Il s'agit ici d'approfondir la réflexion sur les mesures concrètes à mettre en place en fonction de chaque processus de changement social, c'est-à-dire d'aborder chaque mesure en remplissant les conditions nécessaires pour un développement résilient et des résultats à court, moyen et long terme.

Par exemple, il est important de développer une idée en intégrant des innovations à apporter, une approche de la justice de genre ou une planification à long terme.

D'autres outils complémentaires peuvent être utilisés en soutien à la réflexion du groupe de réflexion, comme les modèles climatiques, les scénarios socio-économiques et le modèle d'ACCRA⁹. Dans ce travail d'analyse, les capacités/stratégies locales existantes doivent être aussi prises en compte et renforcées.

Les 6 processus de changement social, liés au [Cadre d'Oxfam pour le développement résilient](#), sont les suivants:

- ✓ **Pouvoir de dire et d'agir et Justice de Genre:** processus pour promouvoir la justice de genre et accroître la voix citoyenne, l'émancipation et la participation, y compris dans la résolution de conflits
- ✓ **Sécurisation et renforcement des moyens d'existence:** processus pour préserver et développer le capital humain, social, naturel, physique et financier et les actifs ménagers, basé sur le cadre des moyens d'existence durables
- ✓ **Information:** processus qui développe l'information et les connaissances pour soutenir la prise de décision et l'action
- ✓ **Planification flexible avec une vision sur le long terme:** processus qui permet et améliore une prise de décision collective, flexible, tournée vers le futur
- ✓ **Gouvernance responsable et redevable:** processus qui garantissent des Etats et institutions redevables et habilités à agir
- ✓ **Apprentissage:** processus qui permet aux personnes d'apprendre ensemble, qui soutient l'expérimentation et accroît le potentiel pour l'innovation (sociale et technologique).

Sur la base du travail réalisé dans l'étape 2, les mêmes groupes de travail reprennent les solutions/mesures proposées, les classent (si elles sont déjà très détaillées et représentent une activité en tant que telle) et les déclinent par chaque processus de changement. Suite à cet exercice, une réflexion est menée sur les processus de changement qui n'ont pas ou peu été pris en compte, les raisons de ces manques ainsi que la faisabilité des mesures proposées dans un temps impart.

9. African Climate Change Resilience Alliance: Alliance pour la résilience et le changement climatique en Afrique.

ÉTAPE 1

Afin de gagner en perspectives et richesse des idées, 2 séances de travail ont été organisées:

- Un premier travail en groupe, avec un risque par groupe, afin de déterminer une première série d'actions pour chacun des 6 processus de changement social.

ÉTAPE 2

- Une 2e séance, sous forme de «**café du Monde**», où les groupes de travail tournent (par mini-session de 15 min) sur chaque tableau/travail des groupes lors de la séance précédente, valident, complètent ce qui a été proposé par les autres groupes. De cette manière, tout le monde peut avoir un aperçu, et avoir un mot à dire vis-à-vis des autres risques analysés par les autres groupes, et donc toutes les connaissances de la salle sont mises en exergue.
- L'utilisation des post-it de différentes couleurs a permis de différencier les apports des autres groupes, non pas pour en connaître l'auteur mais plutôt pour faciliter les échanges et les analyses conjointes.

Maire de la ville de Moussoro: «*Ici, on se moque de savoir qui contribue plus aux analyses des risques et aux solutions. Ce qui nous importe, c'est surtout de faire un bon travail, de qualité, qui bénéficie à nous tous, en tant que communauté*»

Encadré 4 - Modèle d'ACCRA ou cadre de développement résilient d'Oxfam?

La réponse courte serait, «peu importe».

La principale différence entre les 6 processus de changement social du cadre de développement résilient d'Oxfam et les 5 catégories de capacité d'adaptation d'ACCRA tient à la portée de l'analyse. Les **6 processus de changement social** tentent de recouvrir les **3 capacités de résilience** (pas uniquement vis-à-vis du changement climatique) que sont **l'absorption, l'adaptation et la transformation** tandis que le modèle d'ACCRA est principalement focalisé sur le renforcement des capacités d'adaptation face au changement climatique.

Par ailleurs, le [cadre de développement résilient d'Oxfam](#) est utilisable dans un plus grand nombre de contextes, incluant les zones fragiles voire d'urgence humanitaire ainsi que la dimension de justice de genre, tandis que le cadre d'ACCRA est plus restreint aux zones plus développées/stables, mais particulièrement sensibles au changement climatique. De ce fait, il peut être aussi utile, seul ou en complément de celui d'Oxfam, dans ce type de contexte.

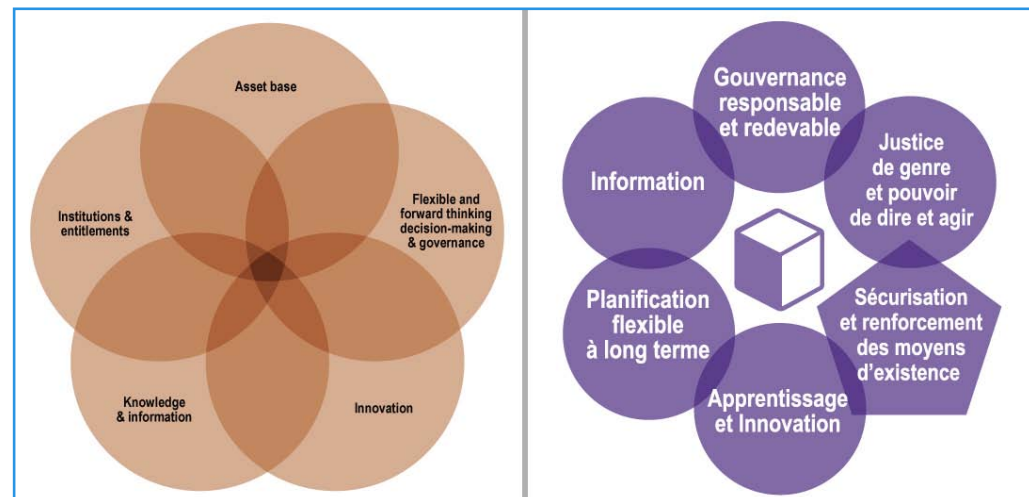


Figure 17: Processus de changement sociaux par ACCRA vs par le cadre Oxfam de développement résilient

Risque & problème \ Groupes sociaux et MdV	Sécurisation et renforcement des moyens d'existence	Justice de genre et pouvoir de dire et agir institutions et droits	Connaissance et information	Apprentissage et innovation	Planification flexible sur le long terme	Gouvernance responsable et redevabilité
Sécheresse et variation des pluies utiles	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en valeur des Ouadis pour les cultures de contre saison - Introduction des variétés précoces et adaptées - Renforcement des capacités des acteurs locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Journée de transparence dans la gestion - Prise de décision collégiale - Mécanisme de suivi clair 	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des lois sur la gestion du foncier - Installation des pluviomètres - Utilisation de la radio pour la diffusion des données météo 	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation et utilisation des foyers améliorés - Sensibilisation sur les changements climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des plans de contingence - Plan de reboisement - Elaboration des PDL 	<ul style="list-style-type: none"> - Système d'alerte précoce - Réglementation des couloirs de transhumance
Malnutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration et diversification de la production agro-sylvo-pastorale - Valorisation de la connaissance locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des femmes dans les comités de gestion de la malnutrition - Soins de santé préventifs contre la malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> - Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants - Promotion des Mamans lumière - Promotion de l'allaitement maternel 	<ul style="list-style-type: none"> - Capitalisation des connaissances locales sur la malnutrition - Mise en place d'un système de technologies et d'hygiène alimentaire - Introduction d'une thématique nutritionnelle dans le système éducatif - Elaboration des journées culturelles pour la lutte contre la malnutrition 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès aux services de santé - Elaboration d'un plan de développement local sur la malnutrition - Prise en charge intégrée de la malnutrition aigue 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un comité de gestion de la malnutrition - Mise en place de système d'alerte précoce
Migration des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'AGR - Amélioration des conditions de vie en milieu rural - Valorisation des moyens locaux - Création des emplois durables - Renforcement des capacités des OSC des jeunes sur l'élaboration des projets et budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Dialogue social inclusif et respect mutuel - Mise en place d'un cadre d'échange et de concertation - prévision de mécanisme de compensation social liée au règlement des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> - Disposer des informations liées aux risques de migration des jeunes au niveau local (film, Théâtres) 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de centre de réinsertion et de rééducation - Familiarisation avec les outils NTIC - Journées de sensibilisation sur les risques migratoires 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des conditions de rétention des bras valides - Plan de reboisement 	

Ensablement des Ouadis	<ul style="list-style-type: none"> - Culture biologique - Modernisation des moyens de production - Création des stocks des produits animaux - Elevage intensif - fixation des dunes à travers les plantations des arbres 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation de toutes les couches sociale dans la lutte contre l'ensablement - Participation équitable des femmes et des hommes dans la prise des décisions 	<ul style="list-style-type: none"> - Recours à la météo - Sensibilisation à travers les radios, télévision, théâtre, et autres moyens de communication locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des énergies renouvelables - Journée de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de lutte contre l'ensablement - Plan d'action communautaire, - Plan de développement local - Plan de contingence - Comité de prévention de l'ensablement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des comités de réflexion/ cadre de concertation sur l'ensablement - Mise en place d'un système d'alerte précoce contre les vents
Scolarisation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Reboisement - Renforcement des capacités en AGR - Diversification des opportunités économiques - Renforcement de la disponibilité en eau, diversification de source de revenu 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des dispositifs juridiques de protection, inclusion des femmes dans les instances de décision - Civisme et citoyenneté 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et développement de programme d'hygiène communautaire - Changement des pratiques d'éducation familiale - Sensibilisation au niveau des jeunes et parents + autorités religieuses - Bonne explication des règles religieuses 	<ul style="list-style-type: none"> - Centre de formation des femmes urbaines et rurales - Voyage d'échange sur la thématique - Programme d'alphabétisation communautaire - Programme de pédagogie sociale - Forum de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure répartition régionale des centres de formations - Élaboration et suivi de politique éducatif adéquat - Élaboration et explication des projets de développement communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration des organes décisionnelle au niveau régional - Implication des femmes dans l'élaboration des PDL - Transformation de la gouvernance politique - Renforcement des capacités sur les principes de gouvernance

Tableau 8 : Détails des mesures proposées en fonction des 6 processus de changement social du cadre de développement résilience d'OXFAM

d. ETAPE 4_ Alignement des résultats et des possibilités

La quatrième et dernière étape de cette VRA consiste à confronter et identifier les synergies possibles entre les mesures proposées dans les étapes précédentes et les plans d'interventions existants, que ce soit au niveau des autorités publiques que des organisations internationales humanitaires ou de développement ou encore tout autre organisme intervenant dans la zone.

Dans l'étape 4, le contexte spécifique de chaque VRA devra déterminer son contenu et sa forme afin à fin d'atteindre le but de l'étape. Si par exemple la VRA a été conduite dans un contexte humanitaire où existent peu de structures de développement local organisées dans le but de dessiner un plan conjoint de développement communal (ou communautaire), il se pourrait que ce soit les organisations d'aide humanitaire avec leurs capacités locales existantes qui devraient servir de pont pour opérationnaliser les résultats de l'analyse (Cf. concept de LHL – Leadership humanitaire local). Dans des contextes où ces structures de développement local existent, elles pourront le faire avec la participation des agences gouvernementales par exemple. Ceci était le cas du VRA conduit au Barh el Gazhel, Tchad.

Durant cette VRA, compte tenu des plans d'interventions et structures de gouvernance existants dans la zone ainsi que du 3e objectif du projet Trust Fund, le focus s'est fait particulièrement sur les liens à construire avec les plans de développement local (PDL). Dans la zone du BEG, ces PDL sont alimentés et structurés par les structures de développement local (SDL).

Ces structures de développement (à chaque niveau administratif) sont censées être des organes de gouvernance continue qui déterminent les stratégies et priorités d'intervention sur la base des analyses, faites essentiellement par les services techniques. Cependant, ces structures ne sont pas tout à fait fonctionnelles, manquent de moyens humains et financiers pour faire les analyses et se réunir, et ont un mode de fonctionnement inadéquat par rapport au développement résilient (manque de représentativité, inclusion, intégration des femmes dans les processus, participation des acteurs, gestion des priorités, etc.).

De ce fait, l'idée principale de cette 4e étape a été d'abord de comprendre le mode de fonctionnement de ces différentes instances puis de trouver des synergies et fournir des recommandations afin d'influencer/alimenter les PDL grâce aux résultats de la VRA. Ainsi, il a donc été demandé aux 2 responsables politiques présents dans le groupe de réflexion de présenter les différentes instances de gouvernance:

- La présentation des 3 SDL (CRA, CDA et CLA) pour le secrétaire général de la région du BEG.
- La présentation des PDL pour le maire de Moussoro.

LES STRUCTURES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL (SDL)

Objectif des SDL:

Décentralisation du pouvoir. Malheureusement cet objectif n'est pas atteint. Actuellement on se trouve dans une phase intermédiaire de déconcentration.

Structures et composition:

Il existe 3 types de structures:

- **Comité Régional d'Action (CRA):** Instance d'échange, d'orientation, de suggestion qui insuffle les axes au niveau de la région. « Il y a toutes les sensibilités » (partenaires de développement, services étatiques, groupements socio-économiques, etc.). La présidence du CRA est assurée par le gouverneur de la région et la vice-présidence par les représentants des groupements socio-professionnels.
- **Comité Départemental d'Action (CDA):** Mêmes dérogations que le CRA mais pour le département.
- **Comité d'Action Local (CAL):** Au niveau de la sous-préfecture.

Principaux défis du CRA:

- Trop de rotation d'effectif, particulièrement au niveau des services techniques, avec un manque de passation des dossiers et des compétences très diverses d'une personne à l'autre.
- Manque de maîtrise / renforcement des capacités des services en tant qu'institutions: nécessite de formation des équipes et sauvegarde des connaissances.
- Manque de moyens financiers et logistiques.
- Risque que le CRA ne soit pas autonome et qu'il soit phagocyté par les financements et priorité des acteurs de projets.

Opportunités:

Le CRA est légalement un acteur incontournable pour le développement de la région et la seule instance où l'ensemble des services est présent.

LES 5 PHASES DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL (PDL)

Phase 1:

Présentation des objectifs et préparation de l'étude.

- Préparation de l'atelier d'information.
- Tenue de l'atelier d'information.
- Formation des animateurs.
- Etude du milieu.

Phase 2:

Diagnostic participatif.

- Préparation.
- Tenue.
- Formations animateurs.

Phase 3:

Planification.

- Travaux des Commissions thématiques: Ça dépend des dimensions du plan.
- Tenue de l'atelier de formulation des projets.

Phase 4:

Validation et diffusion.

- Validation et diffusion.
- Une fois approuvé, le PDL va pouvoir être partagé avec les CAL, les CDA et le CRA.

Phase 5:

Mise en œuvre des PDL: Les PDL sont développés et implémentés dans le cadre strict des orientations des SDL qui sont toujours impliquées à un moment donné du processus.

Suite à ces 2 présentations, un long échange en séance plénière a eu lieu avec l'ensemble du groupe de réflexion. De nombreuses questions ont émergé, ainsi que des réflexions et propositions pour faire en sorte que ces instances de développement local prennent mieux en compte les besoins des populations locales, particulièrement les plus vulnérables.

Parmi les échanges, les questions essentielles posées sont les suivantes:

- Comment s'articulent le CRA, le CAL, et le CDA? Et avec le PDL?
- Quelles conditions pour faire part du CRA, CAL, CDA?
- Faudra-t-il dessiner une stratégie de plaidoyer pour transformer les SDL qui sont dysfonctionnelles vis-à-vis à l'approche de résilience?
- Comment et qui organise les réunions des différentes SDL? Dans quelles langues? Comment s'assure l'inclusion?
- Quelles méthodes pour la priorisation des sujets?



Photos: Travail de groupe (Philippe Massebiau)

5 BILAN ET PERSPECTIVES/ SUIVI PROGRAMMATIQUE APRÈS L'ATELIER

a. Partage et valorisation des résultats

A la fin de l'atelier, on a préparé une enquête pour pouvoir connaître le niveau de satisfaction des participants et leur niveau de familiarisation/appropriation avec les processus d'apprentissage itératif et de gestion adaptative de l'approche résilience.

Les critères utilisés ont été:

- ✓ Le niveau de compréhension de la méthodologie.
- ✓ L'inclusion dans le processus d'analyse.
- ✓ La satisfaction vis-à-vis aux résultats.
- ✓ L'organisation pratique de l'atelier.

Il a été demandé aux participants de l'atelier de faire une croix (rouge pour les femmes et bleu pour les hommes) sur une cible divisée en 4 catégories et 4 niveaux de satisfaction: Fort au centre, moyen au milieu, faible au bord et nul en dehors de la cible. Les résultats ont montré une excellente satisfaction au niveau de l'inclusion au processus, de très bons résultats pour la compréhension de la méthodologie et la satisfaction des résultats et des résultats corrects pour l'organisation pratique, pour lesquels on note 10 personnes qui ont été faiblement et pas du tout satisfaites.

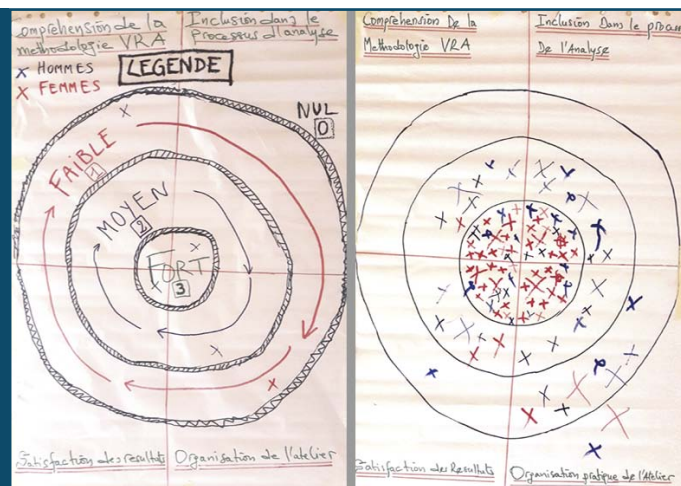


Figure 18: Résultats de l'évaluation de l'atelier

	Compréhension de la méthodologie VRA			Inclusion dans le processus d'analyse			Satisfaction des résultats			Organisation pratique de l'atelier		
Note	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Fort	11	6	17	11	6	17	11	6	17	11	3	14
Moyen	1	6	7	0	8	8	2	4	6	0	5	5
Faible	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	6	8
Nul	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2
Total par genre	12	12	24	11	14	25	13	11	24	14	15	29
Pourcentage	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Fort	92%	50%	71%	100%	43%	68%	85%	55%	71%	79%	20%	48%
Moyen	8%	50%	29%	0%	57%	32%	15%	36%	25%	0%	33%	17%
Faible	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	9%	4%	14%	40%	28%
Nul	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	7%	7%	7%

Figure 19: Tableau récapitulatif de l'évaluation de l'atelier d'analyse

b. Témoignages

Témoignage de Khadija 1*: Elle s'est bien rendu compte lors de l'atelier que la vulnérabilité est très marquée chez les femmes. Pourtant, celles-ci ne sont quasiment pas présentes dans les Structures de Développement Locales (SDL). Elles peuvent l'être à un moment donné mais sont souvent mises de côté au fur et à mesure que le projet avance. Elle demande donc que les projets ne les abandonnent pas, que son inclusion et sa participation continuent jusqu'à la fin du projet.

Témoignage de Khadija 2*: Elle raconte un adage: «Les hommes nous font croire que le soleil doit nous brûler, mais on est en train de comprendre que non, que les femmes peuvent sortir sans se brûler. Il ne suffit pas de croire sans hésiter ce que les hommes leur ont fait croire. On doit faire ce que l'on croit, nous, les femmes».

Maire de la ville de Moussoro: «Ici, on se moque de savoir qui contribue plus aux analyses des risques et aux solutions. Ce qui nous importe, c'est surtout de faire un bon travail, de qualité, qui bénéficie à nous tous, en tant que communauté».

Témoignage partagé par plusieurs femmes: Elles sont en train de témoigner qu'elles viennent de Boulongo, sous notre invitation et elles ont participé aux analyses. Elles ne savaient pas que leurs opinions pouvaient être aussi précieuses et prises en compte, donc elles se sentent très contentes. «Nous avons appris des choses, et nous toutes, dès que nous rentrerons à Chaddra (sous-préfecture), nous allons restituer à toutes les autres femmes autour d'une tasse de café tout ce que nous avons appris ici».

(*). Il s'agit des noms des femmes inventés pour assurer la confidentialité des participantes.

Témoignage de Khadidja 3*: «Les femmes sont des détentrices d'information, pas seulement par rapport aux choses concernant les femmes, mais aussi par rapport à tout ce qui se passe au village. Donc si le projet a une vision à long terme, il faut que les femmes soient là et prises en compte».

Témoignage de Khadidja 4*: Par rapport à l'accès à l'information. «Dès que vous (ONG) informez les hommes, les infos ne nous arrivent pas aux femmes, donc merci de nous informer ainsi qu'aux jeunes».

Cheftaine village Dar-Es-Salaam: «J'ai sensibilisé les femmes de mon village à travailler, et nous avons arrangé des espaces / jardins pour que les femmes accèdent aux terres. On a seulement des défis par rapport à la réparation des motos-pompes. Maintenant, seules les femmes travaillent, donc tant mieux de venir parler avec nous».

Groupements de femmes maraichères de Michemire: «Nous n'avions jamais été invitées à réfléchir avec les hommes. Aujourd'hui les femmes de Michemire font partie du CLA, et on attend que le nombre de femmes qui participent soit au moins doublé!».

c. Recommandations spécifiques au Tchad

RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LA VALORISATION DE LA VRA AU TCHAD

1. Elaborer une stratégie de justice de genre au sein d'un projet orienté vers la résilience est fondamental.

Pendant l'atelier, on a observé que tous les risques ont clairement une dimension de genre, et que son impact prend des dimensions et a des conséquences différentes sur les femmes et sur les hommes. En plus des risques identifiés sur la liste initiale, 4 sur les 11 risques sélectionnés (en bleu en dessous) sont causés par des inégalités structurelles relatives à la discrimination pour des raisons de genre, et concrètement à l'abus de pouvoir sur les femmes et les filles. Ceci indique **l'importance de définir une stratégie de justice de genre et moyens de vie résilients qui permette de guider l'implémentation du Trust Fund.**

Il est important de noter que ces résultats ont été obtenus avec une parité quasi parfaite dans le groupe de connaissances (14 hommes et 15 femmes) et que ces risques spécifiquement reliés à l'aspect genre sont très certainement ressortis de manière aussi nette parce que: 1) ce sont des problèmes qui ne sont que très rarement traités dans ces zones, que ce soit par des projets d'ONG ou dans les plans de développement et 2) car les participant(e)s ont été mis dans des conditions suffisamment réceptives et confortables et propices pour leur permettre d'exprimer leur opinion, sans crainte de jugements ou repréailles. → Cela semble donc être une situation très objective/neutre, ou pour être plus exact moins subjective et plus représentative de la diversité que d'habitude.

(*). Il s'agit des noms des femmes inventés pour assurer la confidentialité des participantes.

Migration de jeunes

Sécheresse et variation des temps de pluie utiles

Faible scolarisation des jeunes filles

Conflits liés à la terre

Divagation des animaux

Justice parallèle / Corruption administrative

Mariage précoce / forcé des enfants (surtout les filles)

Réticences à l'intégration des femmes dans les prises de décisions

Malnutrition infantile (ex. pratiques nuisibles liées à la nutrition)

Violences basées sur le genre

Ensablement des Ouadis

2. Les causes structurelles des problèmes / risques identifiés, comme par exemple l'accès limité et discriminatoire des femmes à la terre, ou la reconnaissance des droits, besoins et intérêts spécifiques des femmes cheftaines (ou pas) de ménage, doivent faire partie des théories de changement des projets.

Il s'avère critique de prendre les analyses VRA comme le **point de départ pour des analyses plus profondes** sur chacun des risques, et l'utilisation de toutes les informations et dynamiques ressorties comme source d'inspiration des processus de priorisation et argumentation postérieurs. Des risques comme la migration des jeunes, très sensible dans le cadre du projet Trust Fund, méritent une analyse plus détaillée qui expliquent la complexité du phénomène dans son contexte, les causes structurelles qui poussent les jeunes à la migration et son interrelation avec tous les autres risques, et dans toutes les dimensions. Par exemple, il est critique de comprendre l'impact de la migration aussi, et spécialement, du côté de ceux (notamment «celles») qui ne peuvent pas partir, et qui assument les responsabilités de l'ensemble du ménage, sans accéder aux privilèges de chef de ménage, et subissant les discriminations par raison de genre identifiées comme des risques. D'où l'importance de répéter ces exercices de **chaînes d'impacts** (pour comprendre surtout les causes et conséquences de certains risques) et d'adresser le plus possible les causes structurelles, ces mêmes causes (ou causes de causes) pouvant créer par ailleurs d'autres problèmes que la migration des jeunes. De plus, il apparaît aussi important de faire des analyses VRA dans différentes zones et de les renouveler dans le temps de manière à les intégrer dans les instances de gouvernance locale.



3. Définir une stratégie de plaidoyer (au niveau du pays, programme et projet), intégrée et alignée avec l'ensemble des interventions

Lors de l'alignement des résultats de l'analyse avec les opportunités existantes (étape 4), il s'est avéré pertinent et même prioritaire de définir une stratégie de plaidoyer qui permette de travailler avec les structures de développement locales (SDL : CAL, CDA, CRA) ainsi qu'avec d'autres acteurs de développement, pour s'accorder sur une approche commune de gouvernance qui soit compatible avec une vision à long terme, systémique, de droits. Ceci impliquerait la révision des critères d'accès aux participants des SDL, leurs rôles et leurs responsabilités,

Réformer les structures de gouvernance de manière complémentaire avec la stratégie plaidoyer

Le Trust Fund vise les Structures de Développement Local (CAL, CDA, CRA) en tant que structures de décision et de mise en œuvre des solutions identifiées pour chacun des risques, à travers les PDL. Pourtant, les potentiels dysfonctionnements de ces structures peuvent limiter ou même entraver les efforts mis dans les analyses. Utiliser la suite de ces analyses avec les formes de fonctionnement de ces structures, ainsi que leurs compositions actuelles ne sont pas tout à fait compatibles avec l'approche initiée dans l'analyse VRA, c'est-à-dire qu'il y a une nécessité de rendre ces structures plus représentatives, inclusives, et participatives de telle sorte qu'elles puissent construire des capacités résilientes pour la communauté. Enfin, il est aussi important de travailler sur la complémentarité et la coordination entre les différentes instances de gouvernance (CAL, CDA, CRA à mieux articuler entre eux d'une part et à mieux coordonner les PDL d'autre part).

4. Il faut une harmonisation d'approches entre tous les partenaires impliqués dans le consortium Trust Fund pour améliorer la cohérence et l'efficacité des actions

En ce qui concerne le diagnostic de vulnérabilités, risques et capacités, il s'avère fondamental, pour assurer la cohérence du projet et les résultats liés à l'Objectif 3, que tous les partenaires, même en utilisant des méthodologies d'analyse légèrement différentes, s'accordent aux principes de participation représentative, à une approche de droits et de justice genre, à l'engagement multi-acteurs, et à implémenter une même stratégie de plaidoyer qui permette une opérationnalisation du fonctionnement des structures de développement locale, permettant d'avoir des plans de développement locaux à vision long terme.

5. Réformer les structures de gouvernance de manière complémentaire avec la stratégie plaidoyer



Photo: village (Philippe Massebiau)



Exemple pour l'opérationnalisation des recommandations en forme de plan d'action pour le Tchad

COURT TERME = Dans les prochains 3 mois

Recommandations			Acteurs impliqués		Niveau d'action politique
			CONSORTIUM / OXFAM	Externes (non politiques)	
Type d'action	Objectif	Indicateur de suivi	Ex: Equipe locale BEG, Kanem et/ou Lac), N'Djamena, équipe consortium et/ou plaidoyer (national, régional, etc.)	Ex: secteur privé, bailleurs de fonds, institutions/services techniques, associations, groupements économiques, communautés, ONG et organismes internationaux, etc.)	Ex: Local (PDL, CAL), départemental (CDA), régional (CRA), national, région WAF, international, etc.
Identification d'autres personnes relais dans les différentes instances politiques	Anticiper des changements de représentants politiques (Plan B)		Equipes locale et nationale programme et plaidoyer	Bailleurs et organismes internationaux	Tout niveau
Changement de composition des instances de gouvernance	Plus de représentativité des instances de gouvernance --> Résultats plus adaptés aux besoins		Equipe locale programme et plaidoyer	Impliquer le plus possible les différents types d'acteurs de la société civile, qui soient le plus représentatifs de la zone	Local --> Régional
Sessions d'informations et partage des résultats de la VRA auprès des communautés locales (oral)	S'assurer d'une compréhension et dynamique de développement partagée et dynamique		Equipe locale	Communautés locales, groupements économiques, etc.	Local
Policy briefs et ateliers sessions d'information / discussion sur les résultats de la VRA et le processus	Diffuser les résultats du VRA et mettre en action les leviers de gouvernance		Equipes nationale programme et plaidoyer	Bailleurs et organismes internationaux	Local --> Régional

MOYEN TERME = Dans les prochains 12 mois

Mise en place de commissions / groupes de travail thématiques et permanents	Suivre/Réfléchir de manière continue aux risques/ problèmes et aux moyens de les résoudre		Equipe locale	Impliquer le plus possible les différents types d'acteurs de la société civile, qui soient le plus représentatifs de la zone, qui aient une bonne connaissance des problématiques locales et qui souhaitent s'impliquer pour le développement résilient	Local --> Régional
--	---	--	---------------	---	--------------------



Mettre en place une stratégie <u>genre</u>	Cohérence, clarté et complémentarité des actions liées à l'aspect genre, particulièrement sur son lien avec le développement résilient --> Plus d'impacts		Equipe nationale plaidoyer + support régional?	Bailleurs et organismes internationaux	National et région WAF
Mettre en place une stratégie <u>plaidoyer</u> (intégrant notamment l'aspect genre)	Cohérence, clarté et complémentarité des actions --> Plus d'impacts		Equipe nationale plaidoyer + support régional?	Bailleurs et organismes internationaux	National et région WAF
<u>Harmoniser les approches</u> entre les différents partenaires locaux et internationaux du consortium TF	Plus d'efficacité et de cohérence dans l'approche consortium --> Développement résilient		Equipe locale	Partenaires du consortium	Local --> Régional
Travailler sur <u>l'harmonisation et la complémentarité</u> des différentes instances de gouvernance (PDL, CAL, CDA, CRA, etc.)	Rendre l'action publique et les processus de décision plus efficaces, plus transparents et mieux équilibrés		Equipe locale		Local --> Régional
Changer le mode de <u>rétribution</u> des participants aux réunions / assemblées	Plus d'équité entre les membres --> Diminution des relations de pouvoir		Equipe locale + nationale (avec support plaidoyer)	Bailleurs et organismes internationaux	Local & départemental d'abord puis régional et national si possible...

LONG TERME = Dans les prochains 24 mois

<u>Renforcement des capacités</u> des équipes techniques et de gouvernance	Améliorer la qualité et l'implication des membres		Equipe locale	Services techniques	Local --> Régional
Elaborer une <u>méthodologie de ciblage</u> commune et pertinente	Coordonner les actions des ONG et des actions publiques --> Plus d'efficacité et de pertinence		Equipe locale et nationale	Bailleurs, organismes internationaux et services techniques	National
Implication des instances <u>religieuses</u> dans le développement local	Avoir plus de poids auprès des populations pour travailler vers un développement résilient		Equipe locale	??	Local --> Régional
Approfondir et intégrer des <u>ateliers VRA</u> (de façon périodique et bien localisée) dans les mécanismes de prise de décision des instances locales + MEAL	Suivi des risques et vulnérabilités, amélioration continue des actions, focus à la fois sur les causes structurelles et profondes des migrations mais aussi sur ces conséquences néfastes, notamment sur celles/ceux qui restent...		Equipe locale	Tous acteurs	Local --> Régional



d. Leçons générales à considérer dans la conduite des VRA

1. Choix du **CONTEXTE (ZONE D'ÉTUDE PRISE EN COMPTE POUR L'ANALYSE VRA)**

Avant de mettre en place quoi que ce soit et de manière régulière, il faut prendre le temps de **penser et d'analyser le contexte d'un pays (et son évolution) de manière différente** et de réfléchir aux spécificités, à l'hétérogénéité qu'il rassemble. A partir de ce que l'on connaît, vis-à-vis de notre expérience de travail dans la zone, et compte tenu des rapports que l'on a consulté, **quelles zones/régions méritent une attention spéciale, une analyse particulière afin d'améliorer sa résilience?** Sur quels critères de vulnérabilité (ex: activité professionnelle, groupes ethniques, enjeux climatiques, etc.) devons-nous être particulièrement vigilants dans le cadre de notre analyse de contexte? La zone d'étude choisie pour la VRA doit alors pouvoir répondre à une certaine homogénéité socio-économique et écologique, et qui fait face à des risques et vulnérabilités assez proches. Enfin, même si ce critère est un paramètre qui doit être pris en compte, il est important de ne pas se focaliser à une échelle de la zone d'étude (département, région, province, etc.) ou même à celles du projet/programme d'intervention. Cette zone doit bien être une combinaison homogène et fine de plusieurs facteurs (climatiques, ethniques, politiques, économiques, pédologiques, sociaux, etc.) pris au même niveau. La sélection d'une zone d'étude est donc assez complexe et mérite une attention toute particulière en début de préparation de la VRA.

2. Constitution du **GROUPE DE REFLEXION**

a. Choix des participants:

Le **choix des critères pour la sélection** des membres du groupe de réflexion (ainsi que leur application effective pour guider ce choix) est l'un des aspects qui aura le plus d'impacts sur la richesse et la pertinence de l'analyse. Bien que ces critères devront toujours inclure les **principes d'inclusion, de représentativité, de justice genre et de droits** fondamentaux, propres à la méthodologie et à l'approche résilience, ces critères pourront se compléter en fonction de l'objectif de l'analyse en question, de la spécificité/vulnérabilité de la zone et de la portée de l'analyse. En d'autres termes, au-delà de la promotion de la participation de certains groupes sociaux (par exemple les femmes, jeunes, défavorisés, etc.), l'accent pourra être mis sur des critères additionnels, distinctifs.

Par exemple, pour une VRA ciblant une zone particulièrement sensible et affectée par le changement climatique, il sera certainement pertinent d'inviter certaines personnes ressources (climatologues, météorologues, personnes âgées érudits, des prévisionnistes traditionnels, etc.), des groupes de communautés particulièrement sensibles aux chocs répétés, ainsi que des représentants du pouvoir politique/traditionnel et/ou religieux.

Suivant les contextes, les types de critères à prendre en compte sont donc plus ou moins nombreux. Parmi les plus importants, on peut noter les aspects **socio-culturels, les catégories/activités professionnelles, l'origine ethnique, les castes, les croyances, le statut marital, le niveau d'alphabétisation, la langue, l'âge ou encore le genre**. D'une certaine manière, la composition du groupe de connaissances doit correspondre à une représentation réelle, une image fidèle et complète de la communauté présente dans le contexte choisi, et notamment vis-à-vis des défis identifiés.

Toutefois, il faudra faire attention à ne pas avoir une représentation trop importante des élites, experts ou des détenteurs de pouvoir.

b. Information aux membres du groupe de réflexion et liste de risques initiaux :

Il faut **dédier du temps pour informer les membres du groupe de réflexion sur le but de l'analyse, ses principes et approches sur lesquels elle sera basée**. Pendant la période de préparation, suite à l'analyse des parties prenantes, l'équipe de facilitation **approche les membres présélectionnés à partir des critères et établit les premiers contacts. Sur cette base, en tenant compte des dynamiques d'acteurs et de leurs relations, et après des explications sur l'approche spécifique de la VRA, les organisateurs doivent mettre au point la liste définitive des participants**. Le succès de l'analyse dépendra alors des réflexions préalables et du soin mis dans la sélection des participants, avec leurs perceptions et ressentis propres. Il s'agit d'une approche très transgressive dans la mesure où cela questionne l'ordre et les dynamiques de pouvoir auxquelles la communauté est habituée, et demande donc plus de travail préparatoire ainsi qu'une mise en place de critères nouveaux, y compris par rapport à ceux que les équipes pays d'Oxfam sont habituées à suivre. Pour ces raisons, cette approche peut soulever des résistances de la part de certains membres de la communauté et même des membres de nos équipes qui ne connaissent pas la logique de fond. Le choix des **représentants politiques et religieux** (si pertinent dans la zone) est particulièrement important puisqu'il s'agit, dans la mesure du possible, de choisir des personnes qui ont un certain pouvoir, qui soient reconnus et appréciés dans la zone mais aussi une compréhension et surtout une sensibilité à l'approche participative et inclusive pour définir ensemble les chemins vers un développement résilient. Ex : le SGR ou le maire de Moussoro (étant en plus Yalnass – communauté vulnérable) ont très bien rempli ces rôles. Cependant, il a certainement manqué un leader religieux.

3. Equipe de **FACILITATION**

Il faut identifier une équipe/commission de 4-5 personnes ainsi que des facilitateurs/trices (qui font éventuellement partie de l'équipe organisatrice) pour la mise en œuvre de toutes les phases : préparation, analyse et post-analyse du VRA, avec différents rôles et responsabilités. Cette équipe de facilitation doit être la plus mixte possible et doit connaître le plus possible la méthodologie VRA afin de pouvoir s'adapter en temps réels au travail en cours, à être le plus flexible possible. L'équipe de facilitation devra être particulièrement attentive au partage du temps de parole et veiller à ce que les personnes les plus vulnérables (castes, femmes, jeunes, etc.) aient suffisamment la parole.

Pour ce qui est de **l'équipe d'organisation** de la VRA (pour la première fois dans le pays), il pourrait y avoir par exemple : 3 personnes d'Oxfam (1 conseiller siège + 1 coordinateur/manager pays prenant le lead sur l'organisation + 1 moniteur connaissant parfaitement le contexte) et 2 personnes d'une ONG/association/organisation locale (1 responsable + 1 officier de terrain).

Pour ce qui est de **l'équipe facilitatrice de la VRA**, il pourrait y avoir par exemple: 2 personnes d'Oxfam (un responsable, chargé du cadre de présentation de la méthodologie et des étapes et une autre personne pouvant parfaitement compléter et expliquer en langue locale les concepts et informations clés), 1 ou 2 personnes de l'organisation locale (maîtrisant suffisamment bien la méthodologie VRA) et, si besoin, 2 traducteurs mixtes.



4. Les aspects **OPERATIONNELS**

a. Les aspects logistiques (transport, salle, traduction, repas, logement, accès à des supports de lecture/compréhension adaptés, intermédiaires et explications orales pour les analphabètes, etc.) sont tout à fait clés et déterminent également la qualité des relations, de l'implication et de la confiance des participants envers les organisateurs. Il s'agit ainsi de prendre soin à chaque élément qui pourrait perturber (ou à l'inverse favoriser) la prise de parole libre et l'investissement complet de chacun dans les nombreux échanges.

b. Les aspects organisationnels (organisation et durée des sessions et ateliers de groupes, composition, disposition des tables, transparence, création des conditions propices aux échanges et à la discussion) sont un autre aspect complémentaire de l'atelier VRA qui permet aussi de maximiser et mettre à profit les personnes autour de la table dans un espace clos de dialogue et de respect mutuel.

Les considérations logistiques et organisationnelles sont fondamentales pour assurer les principes d'inclusion, respect et participation. Ces considérations doivent s'appliquer à tout niveau, y compris dans le choix des horaires, le contenu et la durée des sessions, la préparation des traducteurs simultanés qui faciliteront les échanges avec les organisateurs, etc.



Photo: Travail de groupe (Philippe Massebiau)



Photo: Travail de groupe (Philippe Massebiau)



6 CONCLUSION

A partir de cette étude de cas pratique, accompagnée d'aides méthodologiques et de recommandations, chaque lecteur peut tirer ses propres conclusions sur les avantages et les limites de cette analyse pour chacun des différents contextes dans lequel il travaille, ainsi que sur l'applicabilité de cet outil. Ainsi, l'objectif de cette étude de cas détaillée est de partager, à travers un exemple de cas concret, les multiples intérêts et bénéfices de ce type d'analyse. Cette étude n'a pas vocation à retranscrire de manière exhaustive les choses dans le moindre détail mais plutôt pouvoir donner un aperçu et une source d'inspiration pour ceux et celles qui souhaitent s'engager, avec les acteurs civils, politiques – femmes et hommes - et communautés locales, dans la construction d'un futur durable et résilient.

Parmi les points essentiels à relever pour conclure, figurent les aspects suivants:

- L'analyse des vulnérabilités et des risques est un **outil aligné avec l'approche de résilience** d'Oxfam dans la mesure où cette approche est innovante, fait appel à des concepts et modes de travail propres au cadre de développement résilient (compréhension du contexte, processus de changement social, capacités de résilience, etc.) et surtout que les objectifs de cet atelier sont de mieux comprendre et aider les acteurs locaux à répondre de manière collective et plus efficace aux risques, chocs et problèmes auxquels ils font face.
- Il est important de rappeler que cette méthodologie VRA est plus une grille de lecture/d'analyse qu'une réelle méthodologie stricte et figée dans le temps. Il est ainsi important de la modéliser suivant les pays/régions, la nature des risques et vulnérabilités (crises politiques, économiques, changement climatique, conflits, catastrophes naturelles, etc.) ainsi que les aspects socio-culturels spécifiques. L'important est qu'elle suive grosso modo la démarche et surtout qu'elle respecte les principes fondamentaux (représentativité, inclusivité, justice genre, droits, vision systémique, engagement multi-acteurs, etc.).
- Cette méthodologie participative VRA est bien complémentaire avec les autres déjà existantes (CVCA, PCVA, PSP, RCA) ou en cours de formulation (HULOCA) et il s'agit bien ici de mettre à disposition des pays une gamme d'outils complémentaires d'analyse participative de contexte et de design d'actions «à la carte», et à choisir en fonction de leur pertinence et du rôle potentiel d'Oxfam dans le pays/la région. Ces analyses sont aussi à compléter avec d'autres sources extérieures d'information, plus quantitatives afin de pouvoir aussi recouper/mesurer les besoins essentiels et leviers de travail.

- Le respect des principes de représentativité, inclusivité, justice genre, droits, approche systémique exige de travailler différemment, requiert un **changement de vision et un effort opérationnel additionnel** qui inclut par exemple le design des méthodologies permettant aux personnes illettrées de participer et réfléchir avec les personnes lettrées, ou des personnes ne parlant pas la même langue et qui peuvent communiquer.

Awaiss Yahaya:

Coordinateur du Consortium Trust Fund
au Tchad (Oxfam, ACF, CARE)

Sandra Sotelo Reyes:

Conseillère Justice Genre en Résilience

Philippe Massebiau:

Conseiller Résilience - Sahel & Grands Lacs

Oxfam Tchad - Oxfam Intermon - Oxfam-Solidarité

